

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR SOUTENIR RECTO VERSO

**RECTO
VERSO**

N° 301 MARS | AVRIL 2003

**RECTO
VERSO**

NOUS AVONS TRAHI LES **AFGHANS**

Les prédateurs convoitent
maintenant l'Irak et son pétrole

HABITATION
La bataille
des terrains

PORTRAIT
L'économie des
sans-terre



Soutenez la presse indépendante et solidaire!

La presse indépendante est sur les dents!

Elle s'unit pour résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents. Abonnez-vous à un second, voire un troisième journal indépendant: ils ont tous une dent contre la bêtise, et ils se complètent si bien.

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...



LE MOUTON
NOIR

<input type="checkbox"/> Individus	20 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif	25 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions	40 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau	40 \$ ou soutien _____ \$

Groupe d'âge: 19 à 25 ans 26 à 35 ans 36 à 49 ans 50 à 64 ans 65 ans et +

Nom _____

Adresse _____

Tél: () _____

Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre des

Éditions du Berger Blanc

C.P. 113 Rimouski (Québec) G5L 7B7

www.fneeq.qc.ca

J'enseigne...

CHANGEONS LE MONDE!



Engagés socialement et professionnellement par leur travail quotidien, les membres de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) souscrivent aux principes de liberté, de paix, de justice et de démocratie...

...parce qu'un autre monde est possible.

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Lecteurs et lectrices du magazine Recto Verso, depuis cinq ans, vous prenez gratuitement votre exemplaire du magazine dans un présentoir situé dans une bibliothèque, un groupe communautaire, au local de votre syndicat, à l'université ou dans un kiosque à journaux. Vous êtes curieux, critiques et fidèles. Depuis cinq ans, nous travaillons à vous proposer une information de qualité sur la transformation de la société. Pour assurer la poursuite et le développement de ce magazine unique, nous avons besoin de votre soutien.

LA SOCIÉTÉ DES ACTIONNAIRES SOLIDAIRES DU MAGAZINE RECTO VERSO

NOUS ÉMETTONS 20 000 ACTIONS SOLIDAIRES, au coût unitaire de 10 \$. Ces actions désobéissent aux lois du marché, elles en appellent à d'autres : la solidarité et l'engagement. Leur rendement n'est pas financier, mais il est garanti. Dans une société où l'ensemble des médias est maintenant contrôlé par une poignée de propriétaires, des voix indépendantes et alternatives doivent pouvoir se faire entendre.

Si vous lisez Recto Verso, si vous tenez à ce magazine, devenez membre de la Société des actionnaires solidaires de Recto Verso. Votre souscription est capitale.

Lisez l'éditorial en page 4 et consultez notre site Internet, au www.rectoverso.info, pour suivre l'évolution de la campagne, obtenir des informations supplémentaires et exprimer votre appui.

301

Mars/avril 2003

En couverture

Photo Steve McCurry
Magnum

Une orpheline, à Kandahar,
en Afghanistan (1990).

CI-CONTRE

Kaboul, été 2002.

PHOTO CATHERINE PAPPAS



Après la guerre en Afghanistan

LES PROMESSES NON TENUES

16 **Nous avons trahi les Afghans, nous trahisons les Irakiens**

Les Afghans attendent toujours le rétablissement de la paix, des secours pour les réfugiés, la restauration des droits des femmes, de l'aide pour la reconstruction. PAR ZIBA KAZEMI, EN AFGHANISTAN

20 **Les dangers immédiats** | Profilage racial, carte biométrique, emprisonnements préventifs et tiers pays sûr: les réfugiés sont les premières victimes de l'érosion des droits humains au Canada. PAR ANDRÉ SELEANU

5 **Éditorial**

28 Prostituées de la charia | Au Maroc, des divorcées, des célibataires et des veuves sont poussées à se prostituer. PAR EMMANUELLA ST-DENIS, ENVOYÉE SPÉCIALE

31 **Mots de société**

11 L'économie sociale en mouvement
Des politiques publiques pour démocratiser l'économie

6 **La bataille des terrains** | Les défenseurs du droit au logement luttent ferme pour mettre la main sur les derniers grands terrains à construire à Montréal. PAR PATRICK ALLEYN

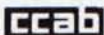
24 L'économie des sans-terre | Au Brésil, l'économie sociale est l'outil des paysans du Mouvement des sans-terre pour défendre leur réforme agraire gagnée acre par acre. PAR DEBORA PINHEIRO ET PATRICK ALLEYN, ENVOYÉS SPÉCIAUX AU BRÉSIL

**RECTO
VERSO**1215, rue Visitation, bureau 101
Montréal (Québec) H2L 3B5
Télécopieur : 514-523-5812
Courriel : rectoverso@videotron.ca

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nés sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans *Recto Verso* n'engagent que leur-s auteurs-es.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Richard Amiot, Pierre Bisailon, Mathieu Bostyn, Françoise Guay, Carine Guidicelli, Isabelle Gusse, Henry-George Madelaine.

POUR NOUS JOINDRE 514-523-5998**DIRECTION****COORDINATION GÉNÉRALE ET ADMINISTRATION**Anne-Marie Brunelle – POSTE 26
ambrunelle.rectoverso@vl.videotron.ca**ABONNEMENTS ET DISTRIBUTION****COORDONNATRICE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VIE ASSOCIATIVE**Nathalie Langlois – POSTE 21
nlanglois.rectoverso@biz.videotron.ca**RÉDACTION****RÉDACTEUR EN CHEF**Richard Amiot – POSTE 23
redaction.rectoverso@vl.videotron.ca**RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT ET DIRECTEUR PHOTO**Patrick Alleyn – POSTE 25
alleyn@cam.org**ADJOINTE À LA RÉDACTION**Mélanie Navarro – POSTE 22
mnavarro.rectoverso@biz.videotron.ca**PUBLICITÉ****DIRECTRICE DES VENTES**Edith Tessier – POSTE 24
etessier.rectoverso@vl.videotron.ca**ADJOINTE À LA DIRECTION DES VENTES**Maya Chartier – POSTE 27
mchartier.rectoverso@biz.videotron.ca**PRODUCTION****DIRECTEUR ARTISTIQUE** François Leclerc
DIRECTEUR DE LA PRODUCTION Alain Théroux**IMPRESSION** Quebecor World**DISTRIBUTION** Distributions Faucons**FRÉQUENCE DE PARUTION** 6 numéros par an

La distribution de *Recto Verso* est certifiée par le Canadian Circulation Audit Board (CCAB), Décembre 2001. *Recto Verso* est distribué dans plus de 1100 points de dépôt et par abonnements, à travers le Québec et dans la francophonie hors Québec.

Recto Verso bénéficie de fonds pour le développement de l'économie sociale du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière accordée par le gouvernement du Canada pour nos coûts rédactionnels par l'entremise du Fonds du Canada pour les magazines. Le Centre St-Pierre, par le Secteur Promotion Communautaire, contribue au développement du magazine *Recto Verso*. *Recto Verso* est membre de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse Repère.

Dépôt Légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec – ISSN 1484-6586

Envoi de publication – enregistrement n° 1325639

Parution n° 301 – mars 2003

EDITORIAL

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES

Un magazine indépendant à grand tirage distribué à la grandeur du Québec : du jamais vu dans l'histoire des magazines au Québec. En septembre 1997, nous étions emballés par ce défi, galvanisés par *Recto Verso*, que nous mettions au monde.

NOUS SOMMES DE NOUVEAU EMBALLÉS

parce que nous vous proposons aujourd'hui, un autre pari : la création de la Société des actionnaires solidaires de *Recto Verso* pour assurer la poursuite et le développement du seul magazine indépendant d'information générale au Québec. *Recto Verso* ne sera plus jamais le même, après cet appel à une mise de fonds de nos lecteurs et de nos lectrices et après les engagements que nous prenons aujourd'hui.

Cinq ans et 34 numéros après la transformation de *Vie Ouvrière* (créée en 1951), en une revue à grand tirage, nous avons presque le magazine de nos rêves. *Recto Verso* a fait sa place dans un monde dominé par les conglomérats de presse.

Nous avons tenu notre engagement de

vous présenter l'information sur notre monde avec le regard de personnes engagées dans les changements sociaux, respectueuses de nos différences et du fonctionnement démocratique de notre société.

Mais, pour assurer le développement d'un magazine qui poursuive ces objectifs, il ne suffit pas de disposer d'un capital de sympathie. Il faut des capitaux propres, de l'argent neuf. *Recto Verso* est une entreprise d'économie sociale, collective, créatrice d'emplois, autonome et démocratique. Durant ses premières années d'existence, tout était à inventer : faire connaître le magazine, bâtir son réseau de distribution, réunir une équipe solide, convaincre les annonceurs et présenter à nos lecteurs et lectrices une information de qualité avec

SOUTENEZ RECTO VERSO ! ABONNEZ-VOUS !

- Groupe/Institution 25\$
 Individu 20\$
 Étudiant 15\$

NOM**ADRESSE****CODE POSTAL****À l'étranger**

- Individu 30\$
 Institution 40\$

TÉLÉPHONE**COURRIEL** Paiement inclus

Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à Revue Vie Ouvrière inc.
1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

**RECTO
VERSO**



une facture visuelle créative et attrayante. Nous y sommes parvenus. Vous êtes nombreux à nous l'écrire, et à nous demander de nous améliorer toujours.

Transparence financière

La relation entre un magazine comme *Recto Verso* et ses lecteurs et lectrices doit être basée sur la transparence et le partage de responsabilités. Le magazine est né grâce à des fonds publics, des dons et l'appui d'annonceurs solidaires qui ont cru en ce projet unique. La corporation éditrice, Revue Vie ouvrière inc, composée de citoyens et de citoyennes, ne disposait pas des fonds propres pour lancer *Recto Verso*. Les médias mettent en moyenne cinq ans pour atteindre le seuil de rentabilité. Aujourd'hui, seuls les conglomérats médiatiques peuvent se permettre d'en créer de nouveaux. *Recto Verso* n'échappe pas à cette logique du marché.

Entre 1997 et 2000, les dépenses nécessaires au lancement de *Recto Verso* ont laissé une dette accumulée de 280 000 \$. Depuis 2000, cette dette a été réduite de près de 40 000 \$. Aujourd'hui le magazine fait ses frais. La gestion est « serrée », les revenus de ventes publicitaires et d'abonnements augmentent régulièrement. Des annonceurs solidaires appuient *Recto Verso*. Ce sont des syndicats, des entreprises d'économie sociale, des organisations communautaires, des ONG de coopération internationale, des services publics, des entreprises privées. Ils s'annoncent dans nos pages en respectant notre indépendance rédactionnelle, prêts à se soumettre à l'examen attentif de leur engagement et à la critique.

Les subventions pour le développement de l'économie sociale et les entreprises culturelles, les dons de communautés religieuses et les abonnements contribuant au maintien de la distribution

gratuite, permettent de boucler le budget annuel, qui est passé de 385 000 \$ en 1997, à 600 000 \$ en 2002.

Des capitaux propres

Nous sommes en mesure désormais d'assurer la publication du magazine. Mais, le poids de la dette accumulée est écrasant. Il entrave notre fonctionnement quotidien, bloque le développement, empêche la publication régulière de nos pages d'opinions, de la Tribune des lecteurs, de nouvelles chroniques (Histoire en mouvements, Tout court, Reporters sans frontières, environnement) qui vous intéressent depuis leur

20 000 actions solidaires, au coût de 10 \$ chacune. Ces actions solidaires ne rapporteront aucun dividende financier, aucun avantage fiscal. Elles ne répondent pas aux lois du marché, mais à celles de la solidarité.

Les fonds réunis serviront à former la Société des actionnaires solidaires. Par l'émission de ces actions, *Recto Verso* s'engage à maintenir le projet d'une publication indépendante, engagée aux côtés des mouvements sociaux ici comme ailleurs dans le monde.

Le rendement de chaque action est garanti. Il se lira dans chacune des éditions du magazine *Recto Verso*, dans chacune de

20 000 actions solidaires pour appuyer une presse libre et différente dans une société démocratique.

création dans nos pages. À terme, la dette met en péril la survie même du magazine.

Nous négocions actuellement le refinancement d'une partie de la dette auprès d'investisseurs en économie sociale et des fonds privés et publics. Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et la Caisse d'économie des travailleurs et des travailleuses nous appuient dans ces démarches. Sans ces alliés précieux, *Recto Verso* ne serait plus en position de se développer.

Toutefois, ces appuis ne seront pas suffisants. La corporation éditrice a besoin de nouveaux capitaux pour être en position de re-financer cette dette à long terme et pour garantir le développement du magazine en maintenant l'équilibre budgétaire.

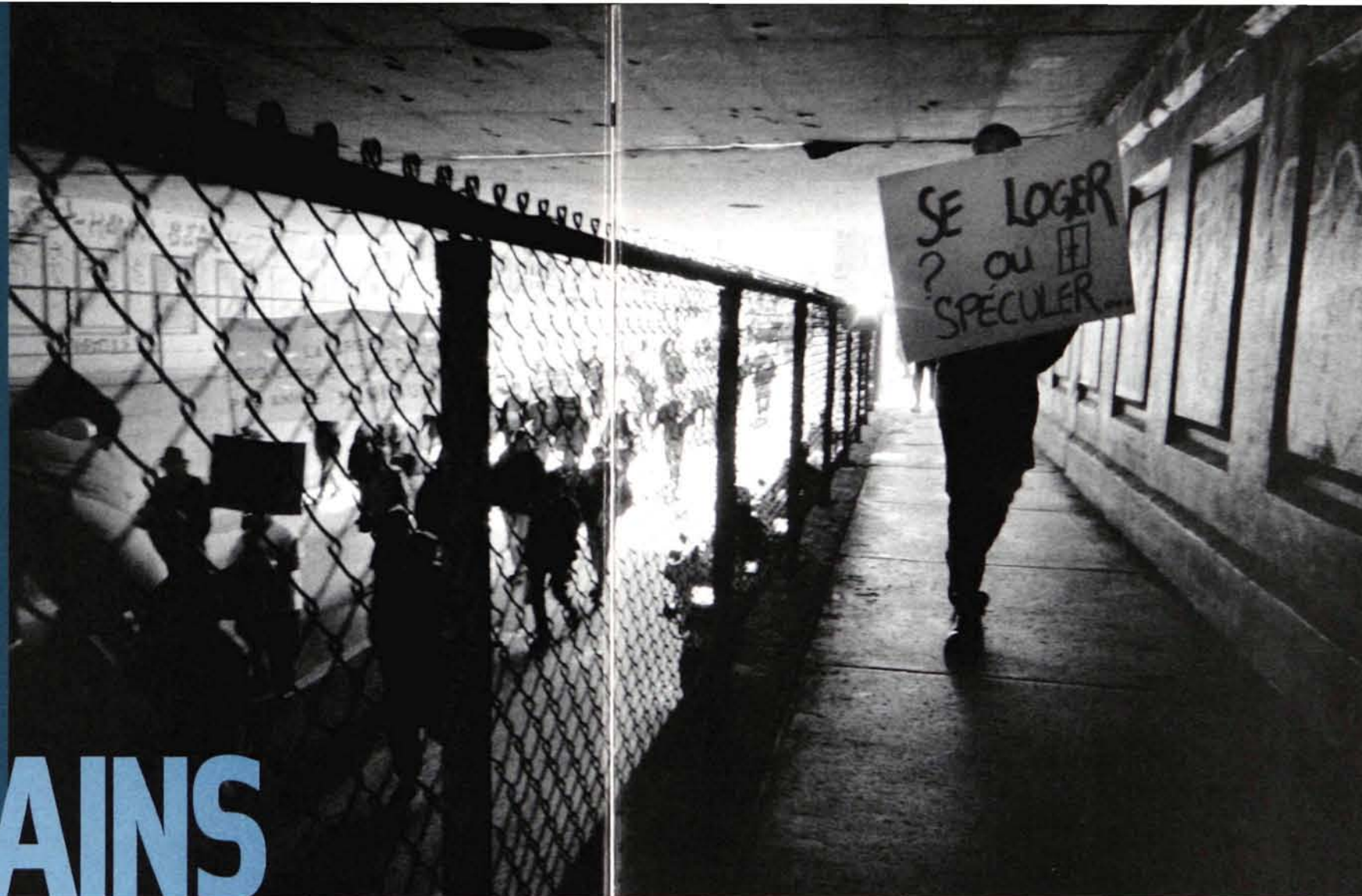
Nous nous tournons maintenant vers vous, lecteurs et lectrices. Nous émettons

nos prises de position publiques, dans notre travail de partenariat avec les médias indépendants d'ici. Dans le contexte de marchandisation de l'information et de concentration de la presse actuel, *Recto Verso* doit exister et se développer, aux côtés d'autres médias indépendants, encore trop fragiles et trop peu nombreux.

Nous nous engageons à continuer de travailler pour solidifier ce réseau de médias, à défendre le droit à une presse libre et différente dans une société démocratique. Finalement, nous nous engageons à réunir annuellement les actionnaires pour les informer des résultats de leur investissement d'un genre nouveau. Serez-vous au rendez-vous? Nous faisons le pari que oui.

— Les membres du conseil d'administration de Revue Vie Ouvrière

LA BATAILLE DES TERRAINS



Mai 2002, le FRAPRU organise une semaine d'occupations de terrains et de bâtiments abandonnés, dans plusieurs villes du Québec. Ici, un groupe de locataires de St-Henri, à Montréal, s'en va occuper un garage désaffecté.

l'objectif d'enlever des logements au marché privé. Il est heureux du résultat dans l'affaire Radio-Canada, mais il reste à s'entendre avec le conseil d'arrondissement. «Le plus important, dit-il, c'est que nous avons fait de Radio-Canada un exemple: dans la crise du logement actuel, tous les développeurs de grands terrains devront respecter la règle d'un pourcentage de logements sociaux à l'avenir.»

Contre la spéculation

La pénurie de logements donne un pouvoir démesuré aux propriétaires. Ils en profitent pour hausser les loyers. Plusieurs spéculent pour faire un coup d'argent. Une des façons de faire des propriétaires pour se débarrasser des locataires qui défendent leurs droits est la fausse reprise de logement: les propriétaires annoncent qu'ils veulent habiter le logement ou y placer un proche parent. Une fois le locataire expulsé, avec l'accord de la Régie, ils augmentent le loyer. Le nombre de reprises de logements a doublé au Québec en 2002: 1277 cas, avec souvent pour seule compensation les frais du déménagement.

La seule façon de sortir le logement de la logique du marché, de soustraire l'habitation à l'influence indue des spéculateurs immobiliers, est de développer la propriété sociale ou collective en habitation. L'habitation sociale au Québec ne représente que 10% du parc de logements locatifs et seulement 7% dans la nouvelle ville de

Les défenseurs du droit au logement luttent ferme pour mettre la main sur les derniers grands terrains à construire de Montréal. L'enjeu: des milliers de logements qui échapperont à jamais à la loi du profit.

PAR PATRICK ALLEYN | Entrevues additionnelles par Lili Marin

LE 25 OCTOBRE 2002, RADIO-CANADA annonce qu'elle a vendu un terrain de stationnement de son siège social à Montréal au promoteur immobilier Raymond Lessard, qui prévoit y construire 120 *condominiums*. Lucienne Dupré est scandalisée. Alerte Centre-Sud aussi. En 1963-1964, Radio-Canada avait démoli 778 logements pour ériger sa tour, boulevard Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque), dans la partie sud du quartier Centre-Sud de Montréal. M^{me} Dupré, son mari et leurs cinq enfants faisaient partie des familles déplacées, comme leurs voisins, 5000 personnes en tout. «Ils ne nous ont même pas payé le camion de déménagement», se souvient M^{me} Dupré, maintenant âgée de 76 ans.

Le 28 novembre 2002, Alerte Centre-Sud tient une manifestation devant la tour de Radio-Canada et exprime les protestations d'une centaine d'organisations. M^{me} Dupré prend la parole. Elle rappelle comment, pendant 40 ans, la société d'État a créé un grand vide dans le quartier, dans un projet à l'urbanisme aberrant: une tour encadrée de deux immenses stationnements qui séparent le Centre-Sud du Vieux-Montréal et bloquent l'accès des habitants au fleuve.

Radio-Canada aurait dû retourner ces terrains à la communauté du quartier pour la construction de logements sociaux, plaide-t-elle. Le député Gilles Duceppe a contacté le président de Radio-Canada,

Robert Rabinovich, à ce sujet. Les députés de l'Assemblée nationale du Québec ont voté une motion en faveur de la demande des groupes communautaires. Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, leur a aussi manifesté son appui, mais Radio-Canada avait déjà signé l'offre d'achat avec le Groupe Le Versant, l'entreprise de Raymond Lessard. «Ils nous ont passé ça sous le nez!», s'indigne Lucienne Dupré.

Comme stratégie de rechange, les organismes du quartier décident de s'adresser au promoteur Lessard et ils parviennent à une entente avec lui: M. Lessard leur vendra 56 des 126 logements, à un prix moins élevé, mais l'architecture des logements sociaux devra s'intégrer au plan d'aménagement des

condos. «C'est avantageux pour le promoteur de vendre d'un coup 45% de ses unités», explique Louis Bénaïu, directeur du développement à Inter-Loge Centre-Sud, qui achètera les logements à l'aide de subventions du Québec et de la Ville. Inter-Loge possède 288 logements à Montréal et en gère 67 autres. Cet OSBL d'habitation

a été créé en 1978 par le père Claude LeFebvre, un Fils de la Charité envoyé dans le quartier pour organiser la résistance des pauvres face à la vague de spéculation qui bouleversait le Centre-Sud à cette époque.

Louis Bénaïu s'était joint au père LeFebvre lors de la fondation d'Inter-Loge et il y travaille toujours, 25 ans plus tard, avec



Front commun
des personnes
assistées sociales
du Québec

Selon nos moyens,
se loger en toute dignité:
un droit!

Courriel : sol@fcpsaq.qc.ca

Site web : fcpsaq.qc.ca

**Un outil efficace au service
des gens depuis 25 ans**



Atelier habitation Montréal inc.

Groupe de ressources techniques en immobilier communautaire

5185, Boul. Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2T 1R9
Téléphone: 514-270-8488 Télécopieur: 514-270-6728
COURRIEL: ahm@videotron.ca, WWW: <http://pages.infinit.net/ahm>

LOGEMENTS

Montréal. En Hollande, 40% des logements sont à propriété sociale. En Angleterre, avant le plan de privatisation de Margaret Thatcher lancé en 1981, 70% des logements locatifs appartenaient aux municipalités. Dans certains quartiers de Montréal, le logement social est une forme courante d'habitation: 45% des lo-

Les derniers terrains

Les stationnements de Radio-Canada dans le Centre-Sud sont parmi les derniers grands terrains à bâtir dans le centre de la métropole. Les militants du droit au logement veulent les utiliser, en totalité ou au moins à 40% ou 50%, pour bâtir de grands ensembles résidentiels à propriété collective.

En Hollande, 40% des logements sont à propriété sociale; au Québec, 10%. Nos logements sont presque tous soumis à la loi du profit et à la spéculation.

gements à Pointe-St-Charles; 32% dans le Centre-Sud.

Les coop ou les OSBL d'habitation achetaient surtout des logements existants pour les soustraire au marché. Mais, depuis deux ans, il y a un nouveau mot d'ordre: construire de nouveaux logements, en construire beaucoup. Il est urgent de répondre à la pénurie. Ils convoitent donc les mêmes terrains que les spéculateurs immobiliers.

Après que ces terrains auront été construits, on ne pourra plus aménager de grands ensembles résidentiels qu'en banlieue, là où les besoins sociaux sont moins pressants (quoique pas inexistant). L'administration municipale montréalaise privilégie la mixité sociale. À l'instar de la mairie de Paris, Michel Prescott, du comité exécutif, envisage de systématiser les projets comme celui de Radio-Canada: «On peut d'autant plus fa-

cilement le faire que le marché est bon.»

«Le centre-ville doit accueillir des gens de toutes les couches de la société. On doit y préserver la mixité sociale», argumente Douglas Alford, un architecte humaniste qui conçoit des projets pour des coop et des OSBL depuis 26 ans au Groupe conseil en développement de l'habitation. En France, la mixité sociale est réglementée. Cela s'appelle le droit à la ville. «À Toronto, ils ont construit les projets de logements loin du centre», poursuit M. Alford. «Ça a été une erreur. Les ouvriers doivent faire une heure et plus en train pour se rendre au travail.»

Le pouvoir aux locataires

Ginette Beaulieu est une femme engagée dans le combat pour la justice sociale. Elle a travaillé longtemps comme serveuse de restaurant ou domestique. À 40 ans, au début des années 1990, elle est revenue à Montréal pour chercher du travail, en pleine récession économique. «Je n'étais plus toute jeune, certains m'ont dit que je n'avais plus la gueule de l'emploi pour travailler comme serveuse», se souvient-elle. Elle a reçu de l'aide sociale et a fait des stages pour sans-emploi, «de belles

D u logement autrement...
et pour longtemps!

Plus que de la brique et du béton...

Un Réseau de logements communautaires...

Un Réseau d'intervenants...

Un panier complet de services communautaires...

Un réseau de fédérations régionales d'habitation...

Un réseau d'OSBL d'habitation sur tout
le territoire québécois



Réseau québécois des OSBL d'habitation

2165, Tupper
Montréal, Québec
H3H 2N2

Téléphone: (514) 846-0163
Courriel: rqoh@consultant.com
Web: www.rqoh.com



FOHRJS
Châteauguay et région
(450) 699-3060



FROHQC
Québec / Chaudière-
Appalaches
1(418) 648-1278



ROHSCO
Outaouais
1 (819) 778-1325



Saguenay-Lac St-Jean et
région 1(418) 695-6026

expériences, mais jamais avec un vrai salaire. Toujours des maudits programmes!»

Ginette est fière de montrer son nouveau logement dans la coop qu'elle a fondée avec son amie Hélène. Il lui a fallu trois ans de travail avec l'Atelier habitation Montréal pour réaliser son rêve, une coopérative de 16 logements, nommée Des Dames de cœur, à la sortie du pont Jacques-Cartier. Avant, elle vivait dans un studio géré par un organisme sans but lucratif. «J'étais bien, mais là j'ai un vrai logement.» Elle paie 86 \$ plus l'électricité, c'est-à-dire 25% de l'aide sociale (344 \$) qu'elle reçoit. Elle est la présidente de la coopérative.

PHOTO PATRICK ALLEYN POUR RECTO VERSO



La bataille des terrains

«L'arrangement avec Radio-Canada, c'est bien», opine Ginette Beaulieu, qui milite aussi au Comité logement Centre-Sud, une association de locataires de ce quartier qui prolonge maintenant le centre-ville vers l'Est, avec le Village gai et la Cité des ondes. Mais une autre victoire est beaucoup plus spectaculaire : l'aménagement de 213 logements sociaux parmi les 600 condos de luxe du Faubourg Québec, au bord du fleu-

Le Faubourg Québec et un stationnement de Radio-Canada où les organismes communautaires ont obtenu des logements sociaux parmi les condos.

ve. La bataille patiente et sage a duré 14 ans, à coups d'assemblées publiques avec les élus locaux, de visites guidées en autobus avec des ministres de l'habitation, le maire Bourque et des résidents du quartier.

Le terrain abandonné dans le Faubourg Québec était célèbre pour l'immense carcasse de béton, haute de huit étages, de l'an-

cienn entrepôt frigorifique, dynamitée en août 1996. Le Faubourg Québec fut le premier quartier habité en dehors des fortifications de Montréal, sur la route vers Québec (rue Notre-Dame), d'où son nom.

Des batailles de terrains comme celles de Radio-Canada et du Faubourg Québec ont lieu un peu partout à Montréal. Les ▶

GROUPE DE
RESSOURCES
TECHNIQUES

**BÂTIR
SON
QUARTIER**

1945, rue Mullins, bureau 120
Montréal Québec H3K 1N9
Téléphone (514) 933-2755
Télécopieur (514) 933-7802
Courriel grt@batirsonquartier.com

Pour développer... autrement

LOGISTIQUE

OBNL de gestion de
travaux en rénovation
et entretien

Logistique inc. Tél : (514) 522-2107
Fax : (514) 522-5447 interloge@interloge.org

**faites appel à nos services pour vos travaux
de rénovation extérieurs et intérieurs:**

plomberie, électricité, menuiserie,
peinture et autres



**PROGRAMME
PÉRENNITÉ**

programme d'entretien préventif
destiné aux coop et OBNL

**La coopérative d'habitation,
la solution logement**
de **50 000** Québécoises et Québécois,
pourquoi pas la vôtre?

 Fédération québécoise
des coopératives
d'habitation

1-800-667-9386

LOGEMENTS

groupes populaires d'Hochelaga-Maison-neuve viennent d'obtenir 40% de logements sociaux sur le terrain de l'ancienne usine d'eau de javel Lavo. À St-Henri, les militants lorgnent le terrain de la Poste centrale. Dans Notre-Dame-de-Grâce, ils ont empêché la SCHL, une agence fédérale, de vendre au privé un complexe de 360 logements construits pour les vétérans. Deux cents logements sociaux seront construits sur le site. La Ville de Montréal a réservé la plus grande part de sa banque de terrains au logement social : 25 seront cédés à cette fin, à 75% ou 50% de leur valeur marchande. La plus grande réussite dans l'habitation sociale est la réalisation de 1200 logements sociaux (coops, OSBL et HLM), à côté de 1700 condos, sur les terrains de l'ancienne *locoshop* Angus, dans Rosemont.

Le financement des gouvernements permet de construire environ 2600 logements par année. Le fédéral ne fait pas sa part, même s'il a repris son financement en 2002. Le Québec est la seule province canadienne à financer de nouveaux logements sociaux. Dans le Centre-Sud, les promoteurs de l'habitation sociale se sont inspirés de l'expérience d'autres villes canadiennes (False Creek, à Vancouver, et Saint-Lawrence, à Toronto) où on avait réservé 55% des logements à l'habitation sociale dans des projets prestigieux, l'un sur les rives du détroit, à Vancouver, et l'autre au bord du lac Ontario, à Toronto.

Enthousiaste, l'architecte Douglas Alford montre les plans préliminaires de l'aménagement du site de Faubourg Québec par le Groupe CDH, Atelier Habitation Montréal et Inter-Loge. Douglas et son équipe préparent des projets pour une coopérative de 51 logements familiaux et pour un organisme sans but lucratif d'habitation, L'École

des sages (56 unités pour des personnes âgées en légère perte d'autonomie). La Ville a réservé les emplacements près du fleuve et du Vieux-Montréal aux condos de luxe, mais les habitants de la coop et de l'OSBL logeront à quelques pas du fleuve.

De grands logements familiaux

À contre-courant du marché, Douglas Alford conçoit des plans pour de grands logements familiaux, la majorité avec trois ou quatre chambres à coucher, à la demande d'Alerte Centre-Sud. «Les grands logements vont rejoindre des gens d'autres communautés culturelles», prévoit Alford.

L'habitation sociale est faussement vue comme devant servir seulement aux démunis. En fait, le concept d'habitation sociale réfère à la propriété collective par opposition à la propriété privée: les

logements peuvent appartenir à l'État ou aux villes (logements publics), à des coopératives de locataires (coops) ou à des organismes sans but lucratif (OSBL). Ces propriétaires ne cherchent pas à spéculer ou à hausser leurs profits. Les hausses de loyer pour ces logements sont minimales, déterminées par les coûts d'acquisition et d'entretien. Les gouvernements financent même des programmes de réduction des loyers en deçà des coûts pour des catégories particulières de locataires, afin de combattre la pauvreté, offrir des logements adaptés, assurer une retraite digne à des vieillards. Au Québec, ces programmes limitent les loyers à 25% des revenus des ménages. Mais, dans beaucoup d'autres logements sociaux, le loyer n'est pas subventionné. Cependant, il est stable et ne fluctue pas avec le marché. □



Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain

PLUS DE COOPÉRATIVES D'HABITATION...

Pour répondre aux besoins des gens en matière de logement et favoriser des rapports humains et sociaux égaux, tout en facilitant la prise en charge par chaque individu de son droit de se loger convenablement*.

* Extrait du « Manifeste des coopératives d'habitation », 1977

Les groupes de ressources techniques en logement communautaire

L'ALTERNATIVE EN DÉVELOPPEMENT

démocratique collectif équitable

Le GRT est la porte d'entrée de l'habitation communautaire

ASSOCIATION DES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES DU QUÉBEC
1000 Amherst bureau 101 Montréal H2L 3K5 Téléphone: (514) 849-8547 agrtq@agrtq.qc.ca

www.agrtq.qc.ca

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER D'INFORMATION

produit par



CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



FILACTION

FONDS DE FINANCEMENT COOPÉRATIF

DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

La mise en place de politiques publiques en faveur de l'économie sociale est une nécessité pour sa construction et son épanouissement. La raison est assez simple : la reconnaissance et le soutien de l'État au développement de l'économie solidaire ouvrent l'accès à des moyens, notamment financiers, pour répondre adéquatement aux besoins de nos communautés. Le secteur des services à la petite enfance l'illustre bien. Des premières garderies populaires au formidable réseau

de CPE, l'évolution de ces entreprises d'économie sociale a reposé sur deux facteurs : la mobilisation des communautés et le support étatique. La construction d'une économie qui combat l'exclusion, qui respecte l'environnement, qui développe une citoyenneté active à travers l'autogestion et le contrôle démocratique, apporte à la société une contribution qui mérite une pleine reconnaissance et un soutien fort et durable de l'État.



Maison Adhans, Michel Tremblay, Alerte Centre-Sud

DES POLITIQUES POUR CONSTRUIRE UN AUTRE MONDE

L'enjeu des politiques publiques – qu'il s'agisse d'un soutien technique, financier ou autre – dépasse l'enjeu des outils et moyens matériels. Car, si l'économie sociale prétend contribuer à la construction d'un autre monde, elle doit pouvoir compter sur un support étatique adapté qui reconnaisse les aspirations, la vision et les valeurs d'une économie solidaire et qui permette, non seulement son développement soutenu et durable, mais qui reconnaisse aussi son caractère transformateur. Dans un monde dominé par l'idéologie néolibérale, il existe une forte pression pour développer une approche de politiques publiques qui marginalise et confine l'économie sociale à une économie de pauvres, une économie qui vise à réduire ou ramasser les dégâts de l'économie néolibérale et non pas à la

transformer. Cette vision réductrice, si elle se développe et s'enracine, peut jouer un rôle contre-productif en confinant l'économie sociale dans des actions palliatives d'un système économique qui est malade.

L'économie sociale est en premier lieu une action citoyenne, autonome de l'État. L'État ne peut et ne doit pas remplacer le rôle des acteurs de la société civile, ni dans ses dimensions stratégiques ou pratiques. L'État doit venir en soutien et permettre aux acteurs de l'économie sociale de définir ses priorités et de négocier l'espace et la portée des interventions étatiques.

Une reconnaissance par l'État
Au Québec, la reconnaissance de l'éco-

nomie sociale dans une perspective large et intégrée est relativement récente. Depuis six ans, l'économie sociale est formellement reconnue par le gouvernement du Québec comme partie intégrante de la dynamique socio-économique du Québec. En juin 2001, Pauline Marois, vice-première ministre et ministre des Finances, a été nommée responsable de l'économie sociale au sein de son gouvernement. Elle a alors créé au sein de son ministère, un *Bureau de l'économie sociale* qui coordonne l'ensemble de l'intervention de l'État québécois en faveur de l'économie sociale. La publication toute récente du Plan d'action gouvernemental en économie sociale lors du dépôt du Budget 2003 est une pièce-maîtresse de ce processus de reconnaissance.

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche,
partenaire des entreprises d'économie sociale

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :

www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives

Finances, Économie
et Recherche

Québec



DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE

La première catégorie est celle des **politiques sectorielles**. Il s'agit d'outils qui permettent le développement d'entreprises collectives dans des secteurs stratégiques pour les acteurs québécois de l'économie sociale. Ces secteurs comprennent entre autres l'habitation communautaire, l'environnement, la culture, les services aux personnes, la petite enfance, les loisirs et le tourisme social, les communications, les nouvelles technologies. Dans ces cas, il s'agit de politiques qui identifient nommément l'économie sociale et qui mettent à la disposition de ces entreprises collectives des outils financiers et autres pour soutenir leur développement et pour reconnaître le rôle social qu'elles jouent dans la société.

Une deuxième catégorie de politiques publiques en faveur de l'économie solidaire regroupe celles qui permettent le **développement sur une base territoriale**. Nous avons au Québec une politique de développement local et régional qui reconnaît et soutient des instances de concertation de la société civile afin de permettre à un ensemble d'acteurs de l'entreprise privée, des syndicats, des institutions, des associations citoyennes et des acteurs de l'économie sociale, de s'impliquer directement dans le développement économique et social de leur milieu. Dès l'adoption de cette politique en 1997, l'État québécois a intégré des outils de soutien à l'émergence d'initiatives relevant de l'entrepreneuriat collectif dans toutes les collectivités à

travers le Québec. Cette politique est loin d'être parfaite et l'importance accordée au soutien à l'économie sociale varie d'une collectivité à l'autre car elle dépend du rapport de force entre les divers acteurs économiques et sociaux sur le territoire. Mais dans les lieux où les alliances ont été construites entre l'ensemble des acteurs sociaux en faveur du développement d'une économie inclusive et démocratique, l'économie sociale a su prendre une place de plus en plus importante dans le développement du territoire.

Une troisième catégorie de politiques publiques en faveur de l'économie solidaire est plus **générique**. Elle touche toutes les initiatives de l'économie sociale, peu importe le secteur d'activité et le territoire d'appartenance. Il s'agit d'outils financiers, d'outils d'aide technique et d'accompagnement des projets, d'outils de formation et d'outils de recherche et de développement. Ici encore, les politiques publiques doivent absolument reconnaître le caractère spécifique, démocratique et solidaire de ces initiatives et non pas tenter de les forcer à se conformer au modèle de l'entreprise privée à but lucratif. Ainsi, on ne peut pas calculer des rendements de nos entreprises simplement sur un plan financier – au contraire, les politiques publiques doivent reconnaître le rendement social et environnemental de nos actions et permettre à nos entreprises de se développer en tenant compte de toutes ces dimensions.

Politiques publiques dédiées au développement de l'économie sociale au Québec

Politiques sectorielles	Programmes	Budget
Centre de la petite enfance	Contribution financière de l'État à l'achat du service de garde dans un CPE.	800 M \$ / an
Ressourceries	Programme d'aide aux entreprises d'ÉS oeuvrant dans la gestion des matières résiduelles. Financement sous forme de subvention non-récurrente pouvant atteindre 300 000\$.	22 M \$ sur 5 ans
Habitation communautaire	Programmes <i>Accès-logis</i> et <i>Logement abordable</i> . Investissements publics sous forme de subvention et de prise en charge d'une partie des hypothèques pour la construction de 9000 unités de logement collectif (coopératives et organismes sans but lucratif).	700 M \$ sur 3 ans
Aide domestique	<ul style="list-style-type: none"> Programme d'exonération financière des services d'aide domestique. Le programme couvre une partie du coût d'achat du service d'entretien ménager, selon le niveau de revenu du client. Fonds de consolidation des entreprises d'aide domestique 	46 M \$ / an 7 M \$ sur 3 ans
Périnatalité	Le programme couvre une partie du coût d'achat par les parents des services offerts par un Centre de ressources périnatales.	1,5 M \$ / an
Secteurs « émergents »	Fonds de consolidation qui finance des projets de développement d'entreprises dans les secteurs suivants : Culture, Loisir culturel et scientifique, TIC, Médias communautaires, Tourisme social et culturel, Restauration solidaire.	7,5 M \$ sur 3 ans
Développement local		
Fonds locaux de développement	Fonds de démarrage et de développement des entreprises d'économie sociale, gérés localement par les Centres locaux de développement	16 M \$ / an
Structuration et réseautage		
Fonds de support au développement des infrastructures	Programme de financement couvrant 50% des coûts de rénovation et d'acquisition d'infrastructures et d'équipement majeur	20 M \$ sur 3 ans
Programme de soutien aux regroupements sectoriels en économie sociale.	Ce programme favorise le réseautage des entreprises d'ÉS et la mise en marché de leurs produits et services.	4,5 M \$ sur 3 ans

POLITIQUES



Photo CPE, Gallou-Lapierre, Montréal

CONCURRENCE DÉLOYALE ?

Si les promoteurs de l'économie sociale réclament un soutien de l'État, ce n'est pas parce qu'ils pratiquent une forme d'économie qui exige de la charité tandis que la «vraie» économie, l'économie capitaliste, n'aurait pas besoin du soutien de l'État. Au contraire. L'entreprise privée a compris depuis longtemps l'importance des politiques publiques pour soutenir son développement. Sans ce support, il n'y aurait eu ni Bombardier, ni Cascades, ni Québecor. Au Québec, comme dans les autres pays industrialisés, l'entreprise capitaliste a fleuri grâce à un soutien constant et fort des États-nations. Même aujourd'hui, avec le discours néo-libéral qui prétend vouloir réduire le rôle de l'État, l'entreprise privée continue de bénéficier d'un soutien important et continu à travers des politiques publiques qui lui permettent de maximiser ses profits tout en externalisant ses coûts sociaux et environnementaux.

RENDRE SOLVABLE

L'État intervient de différentes façons pour renforcer les secteurs d'activité des entreprises d'économie sociale par de la solvabilisation de la demande de services, par exemple :

- directement, en finançant la demande par des programmes d'aide à l'utilisateur, soit en totalité (habitation communautaire), soit en partie (aide domestique, CPE) ;
- par des déductions d'impôt offertes à d'autres financeurs privés pour des dons et commandites, ce qui revient à faire indirectement baisser le prix du service pour le public ciblé (Culture, loisirs, par exemple) ;
- ou encore en imposant des obligations légales (environnement avec les ressourceries) qui vont inciter les entreprises et les municipalités à consommer le service.



Shop Angus, Patrick Dionne



Photo Fédération des coopératives du Nouveau-Québec



Corp DuRoi, Michel Tremblay, Aïtch Couzo-Sud

Instruments génériques de financement, de recherche et de développement

Financement, prêt et capitalisation

- **Réseau d'investissement social du Québec.** Fonds de capital de risque à but non lucratif, le RISQ offre un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale, tant pour les phases de démarrage, de consolidation, d'expansion ou de restructuration. Offre également un volet Aide technique, une avance de fonds (de 1000\$ à 5000\$) pour faciliter l'accès à des consultants et spécialistes.
- **La Financière du Québec,** un nouvel organisme lié à Investissement Québec, offre aux entreprises d'économie sociale (coopératives et osbl) de nouveaux outils de capitalisation, sous forme de capital patient, avec la possibilité d'obtenir des congés d'intérêts et des reports dans le remboursement du capital investi.
- **Fondation, FILACTION et le Fonds de financement coopératif** investissent en capital de risque dans des entreprises québécoises créatrices d'emplois ou qui ont besoin de financement pour maintenir des emplois. Fondation a la particularité de se rendre plus disponible aux entreprises inscrites dans un processus de gestion participative, aux entreprises d'économie sociale (coopératives ou autres).
- **Les réseaux de crédit communautaire** offre des prêts sans intérêts, cautionnement, micro-crédit et autres cercles d'emprunt. Le Réseau regroupe des organisations de développement local (fonds communautaires d'emprunt, cercles d'emprunt) de plusieurs régions du Québec spécialisées dans le crédit aux populations démunies.
- **Régime d'investissement coopératif.** Le RIC appuie la capitalisation des coopératives en accordant un avantage fiscal aux membres et aux employés qui choisissent d'investir dans leur entreprise.
- Révision du statut juridique des entreprises ES de forme OSBL pour permettre leur capitalisation

Politique préférentielle d'achats gouvernementaux

- Projet-pilote d'achats gouvernementaux auprès d'entreprises d'économie sociale
- Politique de placement publicitaire gouvernemental dans les médias communautaires (4%)

Recherche

- Support financier aux activités de recherche de l'*Alliance de recherches universités-communautés en économie sociale*

Formation, consolidation et développement de la main-d'œuvre

- Support financier aux activités de veille et de formation du *Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire*. Le CSMO offre un soutien au développement de la formation continue: diagnostics de besoins, plans de formation, mise sur pied de régimes d'apprentissage et de développement des compétences, élaboration et révision de programmes institutionnels de formation, développement d'outils de formation, etc.

Insertion socio-professionnelle et intégration en emploi

- Subvention salariale pour l'insertion socioprofessionnelle de personnes exclues du marché du travail
- Subvention pour l'intégration en emploi durable des personnes handicapées, physiquement ou intellectuellement.

ÉLECTIONS 2003

LES PARTIS ET L'ÉCONOMIE SOCIALE



Camp Val-Notre-Dame, Maurice



Coop. D'habitat, Michel Tremblay, Alexis Centre-Sud

La campagne électorale québécoise est enclenchée, mais que pensent les partis en lice de l'économie sociale et des politiques publiques qui la formalisent et assurent son développement dans une économie plurielle?

Un gouvernement du **Parti Québécois** réaffirmerait clairement sa volonté d'accroître la place de l'économie sociale dans le développement social et économique du Québec en consolidant la base institutionnelle de l'économie sociale. Plus spécifiquement, concernant les CPE : «Continuer le développement des centres de la petite enfance et assurer la formation et le perfectionnement du personnel et des responsables des services de garde en milieu familial et l'ajuster aux besoins des familles. En habitation communautaire, le PQ maintient «qu'il est faux de considérer le logement social comme une simple dépense de l'État. Il représente plutôt un investissement. Ainsi, les logements sociaux existants représentent un bien durable, qui appartient à la collectivité». Un gouvernement péquiste continuerait à favoriser le développement régional de l'économie sociale en «assurant, en concertation avec les CRD, le soutien nécessaire aux comités régionaux d'économie sociale pour que ces derniers puissent agir en tant que relais dans le développement de l'économie sociale». Conscient de la pénurie de main-d'œuvre à venir, le PQ assurerait une relève compétente et adéquate au sein du mouvement coopératif et de l'économie sociale. Enfin, le PQ

prendrait parti pour une mondialisation équitable et élaborerait une politique relative au commerce équitable.

En ce qui concerne le **Parti libéral du Québec**, voici ce que l'on retrouve dans leur plateforme électorale concernant l'économie sociale et solidaire, leur priorité absolue étant la santé.

«Accroître le soutien aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale qui offrent des services d'accompagnement et d'aide à domicile pour les personnes âgées en perte d'autonomie et pour les personnes en convalescence.» Concernant la petite enfance, le PLQ aurait recours aux garderies privées. Il maintiendrait le système des services de garde à 5 dollars par jour, mais considérerait une partie de la subvention gouvernementale comme un avantage imposable pour les familles mieux nanties.

L'Action démocratique du Québec, quand à elle, comment voit-elle l'économie sociale et solidaire alors même que tout son programme électoral est fondé sur l'individu plutôt que sur la force du collectif? L'ADQ accuse le gouvernement du Québec d'avoir étatisé les garderies pour en faire des CPE et nie leur statut d'entreprise collective. Un gouvernement de l'ADQ propose de «Respecter les choix des parents quant au mode de garde» en maintenant les garderies à 5 \$ tout en soutenant d'autres choix : les bons de garde. Les parents qui gardent eux-

mêmes leurs enfants pourraient en encaisser une partie.

Financement de l'économie sociale : «Pour voir le jour, les entreprises d'économie sociale, comme toutes entreprises, ont besoin de financement. Les institutions financières, avec leur barème et leur modèle d'évaluation traditionnels, répondent difficilement à la demande. Un gouvernement de l'ADQ verrait à assurer la capitalisation du Réseau d'investissement social Québec (RISQ).»

L'Union des forces progressistes (UFP), quant à elle, fait des propositions concrètes en matière de logement social, d'économie alternative, de famille et de promotion du commerce équitable. L'UFP favoriserait la prise en charge collective de l'économie, et ce, tant par l'intermédiaire de l'État que de coopératives, d'organismes à but non lucratif (OBNL) ou autres. Elle privilégie la «mise en place d'un réseau complet de services gratuits à la petite enfance sans but lucratif soutenu adéquatement par l'État incluant la reconnaissance de l'apport à la société des parents travaillant à la maison pour éduquer leurs enfants et intègre progressivement des garderies privées et des halte-garderies dans le réseau des services à la petite enfance dans le respect des droits des salariés et salariées.

Pour en savoir plus sur ces programmes : www.chantier.qc.ca

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes :



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de conscience servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

On peut contacter ces organismes aux numéros de téléphone suivants :

- Chantier : (514) 899-9916
- CSMO-ÉSAC : (514) 259-7714
- RISQ : (514) 866-2355
- Fonds de financement coopératif et Filaction : (418) 522 3334



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.

Production de ce cahier : Carine Guidirelli, Mélanie Jolin, Joël Lebossé, Nancy Neamtan, Jean Robitaille

Graphisme : Composition Fleur de Lysée

FILACTION Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement des fonds communautaires du Québec, est un fonds de capital de risque à but non lucratif créé à l'initiative de Fondation-CSN. Il a le mandat de capitaliser les entreprises de l'économie sociale, Coopératives et OBNL.

FONDS DE FINANCEMENT COOPÉRATIF Le Fonds de financement coopératif est le fruit d'une association entre Fondation, le RISQ et le Filaction. C'est un fonds de capital de risque qui investit exclusivement dans des entreprises collectives coopératives et OBNL.

À Val-d'Espoir, la
Coopérative de solidarité
Rocher-Percé veut relancer
l'agriculture pour pallier la
diminution des ressources
naturelles. Le déclin écono-
mique et l'exil ne sont pas
une fatalité.



La Gaspésie entre l'exode et la solidarité

LA COOPÉRATIVE GÉNÉRALE ROCHER-PERCÉ était une de ces nombreuses coop créées en milieu rural au Québec pour distribuer des grains et d'autres intrants aux agriculteurs et leur dispenser des services à bon prix. En 1998, elle s'est formée en coopérative de solidarité. La nouvelle Coopérative de solidarité de Rocher-Percé se prévalait des changements apportés à la loi en 1997 pour autoriser, à la différence des coop traditionnelles, la réunion de travailleurs, de producteurs, de consommateurs et de représentants de la communauté au sein d'une même coop. Le nombre de ces entreprises d'économie sociale d'un nouveau genre croît rapidement au Québec. Il en existait 157 en 2002, sur un total de 2 437 de tous types.

L'ÉPUISEMENT DES RESSOURCES

En Gaspésie, le déclin de l'agriculture, l'affaissement des stocks de poisson, le ralentissement des activités forestières et la fermeture de la mine de cuivre de Murdochville condamnent les habitants à l'exil, malgré leur fort sentiment d'appartenance. Entre 1996 et 2006, le gouvernement québécois prévoit que la population aura diminué de 9,2% dans la MRC Rocher-Percé et de 8% en Gaspésie. La Coopérative de solidarité Rocher-Percé opérait un magasin à Val-d'Espoir. Elle s'est lancée dans la production agricole biologique et la formation de la main-d'œuvre. La coop compte une centaine de membres. Elle a créé le Centre d'interprétation et de formation agroécologique (CIFA) et les Jardins Rocher-Percé (production de légumes et de plantes médicinales biologiques). Les Jardins Rocher-Percé ont remis en culture deux acres de terre pour une production destinée à la Clef des Champs, de

Val David. Grâce à ses activités en recherche et développement, la Coop veut revitaliser les terres délaissées et créer de l'emploi.

ÉTUDIER ET INNOVER

En 2001, la coopérative a obtenu des fonds du Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC), géré par l'Université Carleton, pour étudier en France et en Suisse les techniques de culture médicinale et la formation agricole dispensée en milieu local sur la base de l'alternance travail / étude. En Suisse, ce voyage de prospection a permis à la coop d'acquérir l'expertise des producteurs de plantes médicinales, des transformateurs et des chercheurs. En France, dans la Vallée de la Drôme, Gaétane Mauger, responsable du CIFA, a visité les Maisons familiales rurales. Elle a évalué la possibilité d'en implanter une à Val-d'Espoir. Les Maisons familiales rurales, créées en France en 1937, pallient les manques de l'enseignement traditionnel en milieu rural. Il en existe d'ailleurs une au Québec, à Saint-Romain (Cantons de l'Est). Ces établissements associent des familles et des professionnels pour dispenser une formation adaptée. En France, ces écoles comptent entre 150 et 200 élèves. Elles accueillent une clientèle constituée principalement de jeunes décrocheurs. Mais, à son retour de France, Gaétane Mauger a déménagé pour occuper un nouvel emploi. Le projet d'une Maison familiale rurale à Val-d'Espoir attendra qu'on l'ait remplacée. En Gaspésie, l'exode n'est pas fini.

Contrairement, aux coopératives traditionnelles, les coopératives de solidarité peuvent accueillir dans leurs rangs à la fois des travailleurs, des producteurs, des consommateurs et des citoyens. PHOTO: Aline Hébert présidente, Mireille Crépeau, administratrice et Catherine Fréchette, travailleuse, dans une serre de la Coopérative de solidarité Rocher-Percé.

PHOTO
MARTIN BEAULIEU



Le RISQ est mandataire du PATDEC pour les projets au Québec. Pour plus d'informations, communiquez avec Danielle Laurin au RISQ: 514 866-2355 POSTE 209

LA RECONSTRUCTION

Comprendre et agir
Pour une paix juste



Nous avons trahi les Afghans, nous trahisons les Irakiens.

PAR ZIBA KAZEMI en Afghanistan
Entrevues et recherches complémentaires
Richard Amiot et Sandra Friedrich

EN DÉPASSANT DEUXQAROUN, À LA FRONTIÈRE de l'Irak et de l'Afghanistan, je n'étais plus sous la tutelle des mollahs iraniens. Donc, j'ai desserré mon foulard. Le sol boueux laissait espérer la fin de la sécheresse afghane.

À la frontière, sur un terrain vague, pullule une foule indécise. Certains portent des armes nonchalamment. Je monte dans la voiture d'Hadji Saleh avec les onze membres de sa famille. Ils rentrent à Herat, qu'ils avaient quittée un an plus tôt par crainte de l'offensive américaine. Pendant 25 ans, l'Afghanistan a vécu une guerre oubliée, jusqu'au 11 septembre 2001, comme cette autre guerre qui a fait 1 million de victimes civiles depuis 12 ans en Irak. Là-bas, 5000 enfants meurent chaque mois faute de médicaments et de nourriture.

Le conducteur roule à 20 ou 30 km à l'heure à travers des ruines, sur une route hypothétique parsemée de trous allant jusqu'à 1 m de profondeur. Aller en Afghanistan équivaut à remonter le temps de cent ou cinq cents ans.

La province d'Herat est gouvernée par Ismaïl Khan. Il faisait partie de la résistance afghane face aux Russes. Sous les taliban, il s'est réfugié en Iran. Je l'ai vu la première fois au cours d'une réception en l'honneur des 5000 moudjahidin qui avaient combattu avec lui. La deuxième fois, il prononçait un discours à l'Association littéraire, qui en dit long sur son rêve : faire de l'Afghanistan une république islamique sur le modèle de l'Irak. Mais sans son élite et sans la rente pétrolière. «Allah akbar» (Dieu est grand). ▶

Après la guerre Kaboul en 2002. L'Occident a livré l'Afghanistan à des troupes de bandits armés et abandonné les femmes afghanes. En Irak, 800 000 tonnes de munitions à l'uranium appauvri empoisonnent les gens depuis 1991 et l'embargo tue 5000 enfants par manque de nourriture et de soins.

PHOTO STEVE MCCURRY, MAGNUM



Ismail Khan est l'un des seigneurs de la guerre qui maintiennent le pays dans le chaos. Après la victoire de l'Alliance du Nord contre les taliban, chacun a pris ses distances du gouvernement intérimaire d'Hamid Karzai et repris son indépendance d'action.

Ismail Khan contrôlerait de fait quatre des vingt-neuf provinces d'Afghanistan, regroupant 20% de la population du pays (25 millions), une information difficilement vérifiable. À Herat, il maintient l'ordre d'une poigne de fer. J'ai visité les geôles d'Herat. Dans la prison pour femmes, malgré les dénégations fermes du délégué de la Croix-Rouge, des enfants étaient enfermés avec leur mère, même ceux qui n'étaient plus en âge d'être allaités. Les hommes étaient majoritairement des prisonniers politiques, c'est-à-dire des taliban.

locales promouvant la démocratie et les droits des femmes dans la capitale afghane, que soutient l'ONG canadienne Alternatives. Avec ses longs cheveux noirs, sa petite taille et son teint hâlé, habillée à la mode pakistanaise, Catherine passe facilement pour une autochtone. Une personnalité importante se présentant à un repas auquel elle prenait part, raconte-t-elle, le maître de maison lui fit discrètement comprendre qu'elle devait se retirer. Il la rejoignit après quelque temps dans la petite pièce où elle attendait et lui offrit, dans cette situation embarrassante, de servir le thé, seule manière de la recevoir sans désobliger l'hôte important. Cela se passait dans le milieu progressiste de la capitale afghane.

À Herat, comme dans les autres grandes villes, les jeunes femmes éduquées aimeraient bien se débarrasser de la burka. Dans l'imm-



IRAK. Marché du soir à Al Kadamiya, Bagdad, Novembre 1997.

■ En Afghanistan, il est toujours impossible pour une femme de travailler, de se découvrir le visage et d'obtenir des soins sanitaires appropriés.

Les taliban ont occupé Herat de septembre 1995 à novembre 2001. Tout en les combattant, Ismail Khan a gardé en vigueur ou ré-instauré la plupart des décrets adoptés sous leur régime à l'égard des femmes, selon un rapport soumis à l'organisme canadien Droits et démocratie en décembre 2002.

À la station de radio et de TV d'Herat, j'ai voulu rencontrer le responsable, M. Wali-shah Bahrah, qui se plaignait que les femmes ne répondent pas à ses offres d'emplois. Je me suis présentée avec trois candidates présentatrices, dont une avait travaillé pour la télé de la capitale (Kaboul), mais un barbu nous a barré l'entrée. J'ai interrogé Ismail Khan à ce sujet, le travail des femmes. La réponse du gouverneur de Herat est venue d'un ton sûr. Il ne voyait ni objection ni limitation dans le choix d'un travail pour elles. Mais, à Herat, il est exclu de voir les cheveux ou le visage d'une femme. La plupart portent la burka bleue et une minorité revêt le tchador noir couvrant aussi le visage. Cependant, cette règle vestimentaire ne s'applique pas aux femmes de certaines tribus aux coutumes différentes.

À Kaboul, en décembre 2002, Catherine Papis visite pour la deuxième fois des ONG

diat, elles évoquent l'habitude, la présence armée de civils fanatiques ou la crainte des mâles de leur propre famille comme obstacles. Troquer la burka contre le tchador ou le foulard leur demanderait beaucoup de courage. Elles auraient besoin du rétablissement de l'ordre pour leur sécurité.

Cet accoutrement n'était pas imposé par les taliban. Cet habillement reflète avant tout la manière d'être des hommes. De plus, il autorise les jeunes épouses afghanes à se maquiller outrageusement, comme elles aiment à le faire, ou à porter plein de bijoux, lorsqu'elles en possèdent, ou encore à cacher leur misère.

La constitution qui doit être proclamée en 2003 aidera-t-elle les Afghanes à résoudre les problèmes que leur pose leur statut, dont les très importants problèmes sanitaires? Nombre de femmes meurent en couche faute de soins appropriés, qui leur sont refusés.

La société des eaux de Herat, à défaut de combustible, ne peut fournir de l'eau que deux heures par jour. Selon Moaleme Amin, son responsable, si seulement les ONG, excessivement nombreuses sur place, réduisaient leurs déplacements et lui laissaient le carburant ainsi économisé, il pourrait aug-

menter considérablement la distribution d'eau à la population. Avoir de l'eau et de l'électricité sont les souhaits les plus chers de mon compagnon de route, Hadj Saleh, qui aimerait se doucher tous les jours. Le courant électrique n'est fourni aux foyers que de 18 h à 22 h.

L'école Sānavi, la seule à peu près en état, ne dispose d'aucun moyen matériel. Les filles y suivent deux heures de cours par jour, pendant deux mois, pour une remise à niveau après six ans d'absence. Loin des *shoras* télévisés, cela passe pour un fait insignifiant. Par contre, les agences de presse sont présentes pour photographier, en rangs d'oignons, les responsables du World Food Program, pendant la distribution de blé aux Afghans.

Un désastre humain

J'ai voyagé jusqu'au camp de Maslaq, le plus grand camp de réfugiés au monde après le camp palestinien de Baqaa (en banlieue d'Amman, la capitale de la Jordanie). Maslaq m'est apparu comme un désastre humain, un camp installé sur un terrain caillouteux au pied de la montagne, insalubre, désordonné et immense. Est-il pos-

sible que des organisations internationales normalement compétentes et expérimentées se plantent de la sorte? Soient incapables de trouver des solutions humainement décentes à de telles situations, après des décennies d'interventions sur le terrain de catastrophes et de guerres?

J'ai aussi visité les réfugiés afghans en Iran, au camp de Torbat-e-Jam, près de Deux-qaroun. Aucune comparaison n'est possible entre ce camp et ceux d'Afghanistan. En Iran, les enfants jouent. Les mères s'occupent de leur foyer et il y a peu d'hommes. Ils sont partis travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Il y a des douches publiques, des toilettes propres, des commerces, des services de santé gérés par les réfugiés. Cela se passe au pays des ayatollahs. En Afghanistan règne plutôt le chaos.

Au camp de Maslaq, Hubert Bino, un Belge, pointait une liste des problèmes à régler. Naturellement, le déplacement massif de populations, sans ennui ni contraintes, relève de l'utopie. Entretenir et nourrir 150 000 à 300 000 personnes affamées, démunies, traumatisées et sans occupation, n'est ni simple ni humain. Dans l'état actuel des choses, les réfugiés consentent à

hypothéquer leur liberté contre quelques pilules, une tente, des couvertures et un matelas, un sac de 25 kg de blé par mois.

M. Hubert Bino a ouvert une école pour 120 élèves sous des tentes à Maslaq. Cette initiative a déçu. Les autorités préféreraient ramener les réfugiés chez eux.

La guerre terminée, l'Afghanistan libérée, les réfugiés devraient se réjouir des secours et du savoir-faire des organisations internationales pour regagner dans les meilleurs délais leurs foyers et leurs occupations. D'autant plus que, par chance, la pluie était au rendez-vous des agriculteurs. Mais les réfugiés passent leur temps à glander dans les camps, alors que, chez eux, tout est à refaire. Dans cette condition, l'aide aux réfugiés n'est plus de l'aide humanitaire. Sa prolongation crée la dépendance.

Chassés des camps

Au Pakistan, Robert Letendre, de l'ONG catholique canadienne Développement et Paix, a vu des bœliers mécaniques détruire les trois-quarts d'un camp, en banlieue de Peshawar, chassant 45 000 réfugiés. Au 1^{er} mars 2003, 1 168 000 réfugiés étaient rentrés du Pakistan, mais seulement 96 000 ►

LES PROMESSES NON TENUES

Au peuple d'Afghanistan, on avait promis de rétablir la **paix civile**, d'aider les populations chassées par la guerre, de restaurer les **droits fondamentaux** des femmes afghanes, de reconstruire le pays et veiller à son **développement**. Les seigneurs de la guerre règnent sur le pays et les femmes afghanes vivent dans la crainte. La **reconstruction** n'est pas possible parce que l'aide promise n'arrive pas ou est insuffisante.

Maintenant, le monde se tourne vers l'**Irak et son pétrole**, promettant la prospérité aux Irakiens et la paix au Moyen-Orient. Dans les faits, l'embargo sur la nourriture et les médicaments a tué 1 million de civils irakiens en 12 ans, dont la moitié sont des enfants.

La Grande concertation Comprendre et agir pour une paix juste

La Concertation diffuse quatre fiches pour permettre aux organismes et groupes de poursuivre le débat et la formation dans leurs réseaux. Ces fiches sont divisées selon les thèmes: Droits humains, Paix, Immigration et droit d'asile et Développement. Elles présentent un résumé des enjeux et des outils pour pousser la réflexion. Chacune comporte une section «s'impliquer». Elles sont disponibles sur le site de l'AQOCI au www.aqoci.qc.ca.

Les pages «Comprendre et agir pour une paix juste» ont été réalisées par Recto Verso pour la concertation formée au Québec après les attentats du 11 septembre 2001 afin d'agir en faveur de la paix. Sont membres de la Grande concertation «Comprendre et agir pour une paix juste» (coordonnée par l'AQOCI) les organismes suivants: Artistes pour la paix; Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI); Association québécoise pour une taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyennes (ATTAC); Centrale des syndicats du Québec (CSQ); Centre de formation populaire (CFP); Centre Justice et Foi (CJF); Fédération des femmes du Québec (FFQ); Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIQ); Ligue des droits et libertés (LDL); Mouvement d'éducation populaire autonome et communautaire du Québec (MEPAQ); Objection de conscience/Voice of conscience (OCVC); Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI).



d'Irak, et 8000 réintégraient l'Afghanistan chaque jour, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En mars 2003, 1,5 million d'Afghans trouvaient encore refuge à l'étranger. Il y a au moins 300 000 personnes déplacées en Afghanistan même, incapables de réintégrer leurs foyers à cause de l'insécurité. L'Afghanistan est un des pays au monde les plus minés. De nouvelles mines anti-personnel y sont posées chaque jour par des chefs de guerre en conflit.

Robert Letendre a vu l'arrivée des longues colonnes de camions du World Food Program (WFP) serpentant à flanc de montagne à la frontière du Pakistan pour apporter des vivres et l'espoir que cette vision allumait dans les yeux de réfugiés démunis de tout. Pour l'ancien fonctionnaire de la Ville de Montréal, dont l'organisation a déployé des programmes d'aide de 2 M\$ pour les réfugiés afghans, le problème de la «militarisation de l'aide» est autrement plus important que quelques cafouillages. L'armée américaine n'hésite plus à s'emparer de projets d'ONG pour la reconstruction afin de s'en faire une monnaie d'échange dans ses tractations avec les chefs locaux, un comportement unanimement décrié.

La Croix-Rouge fut la première organisation internationale à apporter de l'aide aux victimes d'un conflit armé. Elle n'a pu le faire qu'à la condition d'une totale neutralité. Toutes les ONG respectent ce principe. S'il était remis en question, aucune aide ne serait plus possible aux victimes civiles des conflits armés.

L'aide promise pour la reconstruction du pays n'arrive pas. L'Afghanistan est en état d'attente. En réalité, à l'heure actuelle, elle ne dispose que du pavot et de sa position, devenue stratégique, pour se relever. Le gouvernement de transition avait évalué les besoins à 45 G\$US, sur dix ans, en aide d'urgence et pour reconstruire routes, chemins de fer et systèmes d'irrigation. La Banque mondiale a ramené ce chiffre à 12,5 G\$US. Les 45 pays donateurs réunis à Tokyo en janvier 2002 ont promis 4,5 G\$US. Le Canada y est allé d'une contribution de 100 M\$CAN. Les États-Unis n'ont pas chiffré leur engagement.

L'embargo est la pire des guerres

Des vagues d'émigration successives déciment aussi l'Irak depuis les années 1960 et 1980, à cause des troubles civils, de la guerre, de la dégradation des conditions de

vie et de l'embargo international. «Chaque mois, 5000 enfants meurent à cause des sanctions», dit Saïd Bello, diacre de l'église chaldéenne de Montréal.

La petite communauté de 200 familles catholiques irakiennes de rite chaldéen se soude autour de son pasteur: «Nos moyens sont limités, notre guerre c'est la prière», dit Mgr Louis Al-Dairany, vicaire patriarcal de l'église des Saints-Martyrs d'Orient, rue Guizot. Les Assyro-Chaldéennes du Canada (ils sont un demi million de fidèles dans le monde) sont très inquiets mais peu prolixes: «Nous avons de la famille là-bas.» Leur guide suprême, Raphael I^{er} Bidawid, Patriarche de Babylone, réside à Bagdad.

L'Irak est une mosaïque ethnique et religieuse, rappelle Mgr Al-Dairany. Il est fort probable, craint-il, qu'il «y aura une guerre civile si on ne prépare pas la population à un gouvernement démocratique. En ce moment, c'est un gouvernement à la poigne de fer qui tient tout cela».

Affamés et empoisonnés

Des 42 G\$ du programme «Pétrole contre nourriture» qui devait alléger l'embargo international contre l'Irak, 16 G\$ ont été retenus à titre de dommages de guerre. L'Irak, dépendant à 70% de ses importations pour se nourrir avant la Guerre du Golfe, est affamé. L'embargo total imposé par les États-Unis bloque aussi l'arrivée de médicaments.

Pendant la guerre du Golfe, en 1991, les Alliés ont disséminé entre 300 000 et 800 000 tonnes de munitions à l'uranium appauvri dans l'environnement. L'embargo plus l'armement atomique ont causé la mort d'au moins un million de civils irakiens, dont la moitié sont des enfants.

L'uranium appauvri compose 99,3% des résidus d'uranium résultant de la fabrication d'ogives nucléaires ou du fonctionnement des centrales électriques à l'énergie atomique. Les munitions à l'uranium appauvri sont inertes avant leur utilisation, explique M. Karim Laz, de l'Université du Québec à Montréal. Mais, abandonné dans l'environnement, l'uranium appauvri s'oxyde et devient un poison mortel. De plus, lors de l'impact, 70% de la munition se volatilise. Ces produits se répandent actuellement dans tout le Moyen-Orient, emportés par l'eau et le vent. Quarante tonnes d'uranium appauvri suffisent à tuer 500 000 personnes. L'Agence internationale de l'énergie atomique n'exerce aucun contrôle sur l'usage de l'uranium appauvri. □



PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

EN BAS: 25 000 personnes défilent rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, le 18 janvier 2003, à l'appel de la coalition Echec à la guerre. À gauche: elles sont 150 000, le 15 février. Les manifestants seront 200 000, le 15 mars, à marcher pour la paix.

êtres humains sont tous également importants. Notre humanité partagée est plus importante que les différences superficielles», répond sans hésiter Janet Dench de la Table de concertation sur les réfugiés.

Dans le cas de la famille pakistanaise Chaudry, les hommes ont été mis en prison, alors que les femmes et les enfants étaient obligés à passer des nuits glaciales dans des véhicules sans chauffage à la frontière du Vermont. Afin de réaliser la terreur qu'inspirent les directives visant les ressortissants de l'Inde, du Pakistan, de l'Irak, d'Arabie saoudite et des autres pays musulmans, il faut savoir que, depuis le 11 septembre 2001, plus de 1000 ressortissants musulmans sont retenus en détention illimitée, souvent sans chef d'accusation, sur le territoire des États-Unis. Dans plusieurs cas, on ne sait même pas où, ni à quel traitement ils sont soumis. Il s'agit d'un cas flagrant de violation du principe de l'*Habeas Corpus*. Les États-Unis ne sont clairement plus, pour les ressortissants musulmans, ce tiers pays sûr évoqué dans la nouvelle terminologie administrative canadienne. ▶

LES DANGERS IMMÉDIATS

La lutte contre l'Axe du Mal s'étend au Canada. Les réfugiés en sont les premières victimes. On assiste à l'érosion du droit. Mais la population se mobilise contre ce Nouvel ordre mondial.

PAR ANDRÉ SELEANU

EN FEUILLETANT LE JOURNAL DU MATIN ou en écoutant les informations, entre le jus d'orange et le pain grillé, un vocabulaire aux résonances militaires et policières envahit notre univers, tel une armée de la nuit: profilage racial, carte biométrique, guerre préventive, tiers pays sûr, méthodes de pression physique en deçà de la torture, Forteresse Amérique.

Obsession sécuritaire

Face à la menace terroriste étalée dans les médias, il n'est plus question de veiller au secret de la correspondance ou des échanges téléphoniques. La manie de tout savoir afin de tout contrôler fait fi des conceptions de base établies par la Charte canadienne des droits et libertés de 1982.

Voilà le message principal du rapport 2001-2002 de George Radwanski, commissaire fédéral canadien à la vie privée. «Le droit à la vie privée est le fondement de toutes les libertés individuelles», écrit-il, mais il plane un fort soupçon qu'un univers de tables d'écoutes, qui va bien au-delà des besoins sécuritaires, est en train d'être mis en place.

«Étonnant, ce qui fait peur est que personne n'ose protester», écrivait Michael Posner dans *The Globe & Mail*, le 20 février 2002. «La propagande de la peur est si épaisse que nous sommes en train de renoncer en fait collectivement aux libertés constitu-

tionnelles et à celles de la Charte des droits élaborée au cours des siècles». La majorité ne s'en aperçoit pas parce que «les autorités s'attaquent à des groupes spécifiques de gens qui ne peuvent pas se défendre: les détenus, les réfugiés sans statut qui demandent asile au Canada», explique M^e William Sloan, président de l'Association américaine des juristes (section panaméricaine).

«Tiers pays sûr»

Une véritable crise humanitaire a lieu à la frontière du Canada et des États-Unis. Des centaines de Pakistanais se sont présentés aux postes canadiens à Lacolle, Détroit et Buffalo, à l'hiver 2003. Ils ont été refoulés du côté des États-Unis, considéré comme «tiers pays sûr», où plusieurs ont été promptement arrêtés par la police. C'est ce qu'on appelle pudiquement «l'harmonisation des frontières». Ces réfugiés doivent-ils jouir des mêmes droits que les citoyens canadiens? «Le principe fondamental est celui que les



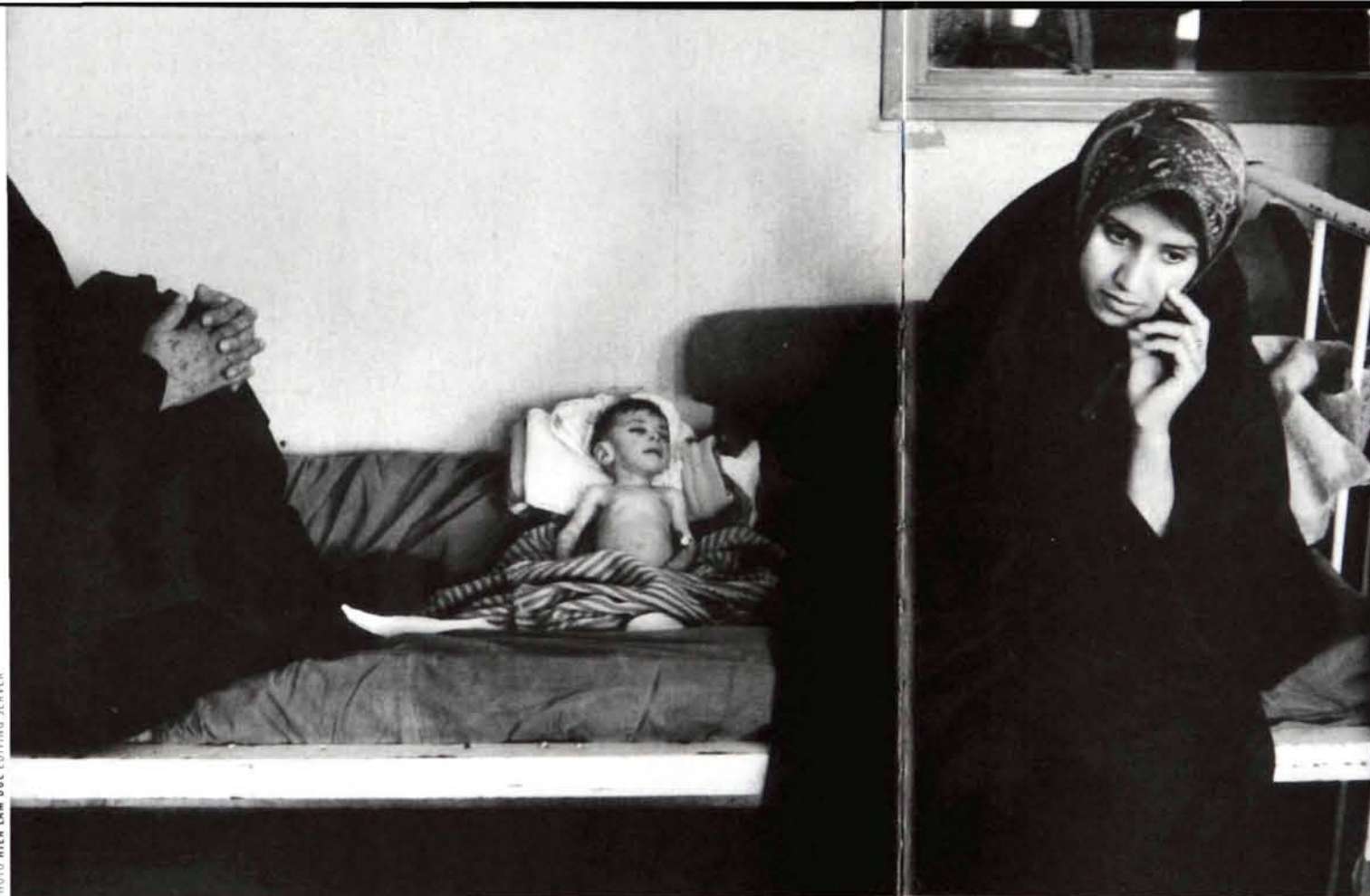
PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO



Ceintures incapacitantes et chocs électriques

Anne Sainte-Marie, porte-parole de la section francophone montréalaise d'Amnistie Internationale, remarque que « même des citoyens américains peuvent être déclarés des ennemis combattants » et arrêtés sans mandat et que des réfugiés ont abouti « dans des établissements de sécurité maximale ». Pour ces personnes, arrêtées sur simple soupçon d'activité subversive, « le problème, en prison, c'est l'existence d'un milieu violent », ajoute Anne Sainte-Marie. « Dans ces prisons, les gens peuvent paniquer, ce qui provoque l'usage des méthodes disciplinaires assimilées par Amnistie à la torture ou aux mauvais traitements. » La porte-parole énumère ces mesures : isolement prolongé, chemises de contention, ceintures incapacitantes qui peuvent émettre des chocs électriques de milliers de volts. « Les conséquences peuvent être des pertes de conscience et du tonus musculaire et des défécations incontrôlées », décrit la porte-parole. Les demandeurs d'asile n'en parlent pas, craignant les conséquences à long terme pour eux et pour leurs proches.

PHOTO MIEN LAM DUC EDITING SERVER



IRAK. Hôpital pédiatrique de Kerbala, février 1998. 5 000 enfants meurent chaque mois en Irak faute de médicaments, dont l'arrivée est bloquée par un embargo international.

Profilage racial

Jaggi Singh, le célèbre activiste de gauche détenu pendant deux semaines après les émeutes du Sommet de Québec en 2001, s'est aussi exprimé au sujet des demandeurs d'asile du sous-continent indien, dans le cadre d'une soirée intitulée *Qui reste ? Qui part ? Fermer la porte du Canada*, organisée en février 2003 par le Conseil communautaire NDG en collaboration avec le centre communautaire des femmes sud-asiatiques.

« Les Arabes et les musulmans doivent répondre pour chaque membre de leur communauté pour des forfaits dont ils sont en fait innocents », dit Singh. Les activistes des droits humains dénoncent sans exception le *profilage racial* pratiqué aux USA – en fait, du racisme ordinaire –, qui isole et identifie les minorités visibles. Sans profilage racial, le traitement d'exception ne pourrait avoir lieu.

Les maris sont séparés des femmes et des enfants au Canada

Madame Sawat Viqar, du centre communautaire des femmes sud-asiatiques, a relevé un point presque inconnu du grand public : le traitement dégradant auquel sont actuellement soumis au Canada les demandeurs d'asile, surtout musulmans, aux

quels il manque des documents d'identification. Des ressortissants irakiens, iraniens, afghans ou pakistanais sont emprisonnés ici, au Québec, au centre de détention de Laval (et ailleurs au Canada dans des centres de Toronto et Vancouver) pendant des périodes indéterminées. Les maris sont séparés des femmes et des enfants. Ils ne peuvent sortir prendre l'air que vingt minutes par jour. Les femmes avec enfants sont libérées alors que leurs maris restent détenus. Paralysées de peur, elles ne demandent pas d'aide juridique ou d'aucun autre type.

La Forteresse Amérique

« Maintenant, le mot 11 septembre est invoqué telle une incantation magique afin d'étouffer le débat, de compromettre l'analyse critique », écrit George Radwanski. « On ne peut pas simplement commencer à vivre selon le lâche et commode dicton "rien à cacher, rien à craindre". » Le commissaire canadien à la vie privée identifie quatre motifs de s'inquiéter : la création d'une base de données sur chaque voyageur au Canada ; l'initiative « accès légal », pour l'interception

des communications téléphoniques et sur Internet ; les cartes d'identité biométriques (avec empreintes digitales et photos rétinienne) ; ainsi que la surveillance vidéo généralisée des endroits publics à travers le Canada. Ce genre de dispositif existe à Washington, rapportait le *New York Times Magazine*, le 23 février 2003, dans une analyse intitulée Forteresse Amérique. Le Joint Operations Command Center (JOCC) dessert le FBI, la Maison Blanche et le Département d'État. « Le système intègre des milliers de caméras dans des centres d'achat et des édifices à bureaux », dit un chef de police. Le Canada dépensera 7,7 milliards de dollars en sept ans pour ces mesures de sécurité.

Jean-Louis Roy, ancien directeur du quotidien *Le Devoir*, récemment nommé président du centre montréalais Droit et démocratie, s'inquiète : avec la loi C-17, « la présomption d'innocence n'existe plus. Tous ceux qui prennent l'avion sont suspects. Il y a un danger de recoupages et d'incriminations injustes au moyen du nom, ainsi que du profilage racial ».

André Paradis, directeur de la Ligue des droits et libertés du Québec, exprime sa profonde opposition à l'initiative fédérale d'« accès légal » qui « donne aux agents de la GRC et de la police un accès sans restrictions à des archives personnelles et à l'ensemble des communications électroniques, sans mandat d'un juge ». Il critique aussi les mesures de *détention préventive* prévues par la loi anti-terroriste C-36, adoptée en 2001, qui violent le principe de l'*Habeas Corpus*. « Le gouvernement n'a pas démontré que toutes ces mesures sont proportionnelles aux objectifs recherchés et nous croyons qu'elles portent atteinte aux droits de la personne », ajoute M. Paradis.

Une liste de 1000 personnes

Les pratiques policières au Canada sont devenues plus sévères. Selon André Paradis, les forces de l'ordre ont dressé une liste de mille personnes considérées comme risques sécuritaires lors du sommet de l'APEC (Association Asie-Pacifique), en avril 2002. Cette liste comportait les noms des Raging Grannies (Grands-mères en colère), de membres d'Amnistie Internationale et de Droits et démocratie (présidé à l'époque par M. Warren Allmand, ancien Solliciteur général du Canada). « Depuis deux ou trois

ans la police a tendance à effectuer des arrestations massives lors de manifestations, plutôt que de se limiter aux fauteurs de troubles. Cela est arrivé le 26 avril 2002 à une manifestation où la CLAC (Coalition des luttes anti-capitalistes) était présente en force au square Dominion, à Montréal. Il s'agit d'une menace à l'endroit de la liberté de manifester pacifiquement. »

M^e Julius Grey, avocat montréalais et militant pour les droits de la personne, nuance cette critique et note une relative modération du gouvernement canadien dans ces pratiques : « On n'a pas éliminé l'*Habeas Corpus*. La Charte des droits continue à s'appliquer. Cependant, des lois telles que C-36 et C-35 constituent des menaces aux droits de la personne. »

vement international contre le Nouvel ordre mondial. » Ce mouvement s'est structuré en Amérique latine avec l'alliance parlementaire de gauche Foro de Sao Paulo. La coalition québécoise Échec à la guerre coordonne son action à l'échelle mondiale avec le Forum social européen et les organisations américaines Answers et United For Peace, rapporte Francine Nemeh, directrice de l'AQOCI.

L'ampleur des manifestations des 15 février et 15 mars 2003 (qui ont fait descendre 150 000 puis 200 000 personnes dans les rues de Montréal) résulte d'un travail de sensibilisation de l'opinion publique entrepris en 1998 par Raymond Legault et une dizaine de militants d'Objection de conscience, après la reprise des bombardements sur

Au Canada, des demandeurs d'asile musulmans sont emprisonnés ou refoulés vers les États-Unis. Ils sont considérés comme « risques sécuritaires ».

Retour de la torture

The Economist, organe officieux de l'establishment financier mondial, a mis la torture en page couverture, en janvier 2003. *The Economist* cite un haut fonctionnaire américain : « Si vous ne violez pas les droits humains de quelqu'un, au moins une partie du temps, vous ne faites pas votre boulot. » On pratique la torture à la base de l'armée de l'air américaine de Bagram, près de Kaboul, et sur l'île Diego Garcia, la forteresse anglo-américaine de l'Océan Indien, hors de la juridiction des tribunaux. On sait qu'à la base américaine de Guantanamo, sur l'île de Cuba, des détenus présumés membres d'Al-Qaïda, se sont suicidés. Ces faits sont de nature à attester la généralisation de la pratique de la torture.

Sommes-nous à la merci des nouveaux seigneurs de la guerre, zélés de sectes religieuses, magnats du pétrole et des médias ? Pas du tout, répond l'avocat William Sloan : « Depuis la chute du Mur de Berlin, les sociétés transnationales avaient les mains libres. Les gens étaient découragés. Mais actuellement il se dessine un grand mou-

l'Irak en 1998 (Opération Renard du désert). Une mission d'observation menée en janvier 2000 a révélé une situation humanitaire désastreuse dans un pays ruiné par 10 ans d'embargo, une population réduite à la famine, privée de médicaments. Après, les Artistes pour la paix, des syndicats et de plus en plus d'ONG ont rejoint les objecteurs de conscience. Quand la menace de guerre s'est précisée, la vaste coalition Échec à la guerre s'est construite en deux heures, pendant une vigile au Parc Jarry qui ne réunissait encore que quelques centaines de personnes.

Maintenant, au-delà de la mise entre parenthèses des droits individuels, « le droit fondamental qui me concerne est le droit à la vie des Irakiens », déclare M. Warren Allmand, ancien Solliciteur général du Canada dans le gouvernement Trudeau. « La Charte des Nations unies stipule qu'on ne résout pas les problèmes avec des bombes. S'il y a des menaces à la paix, elles doivent être débattues de manière multipartite au Conseil de sécurité, et non pas sous la menace de la superpuissance. » □



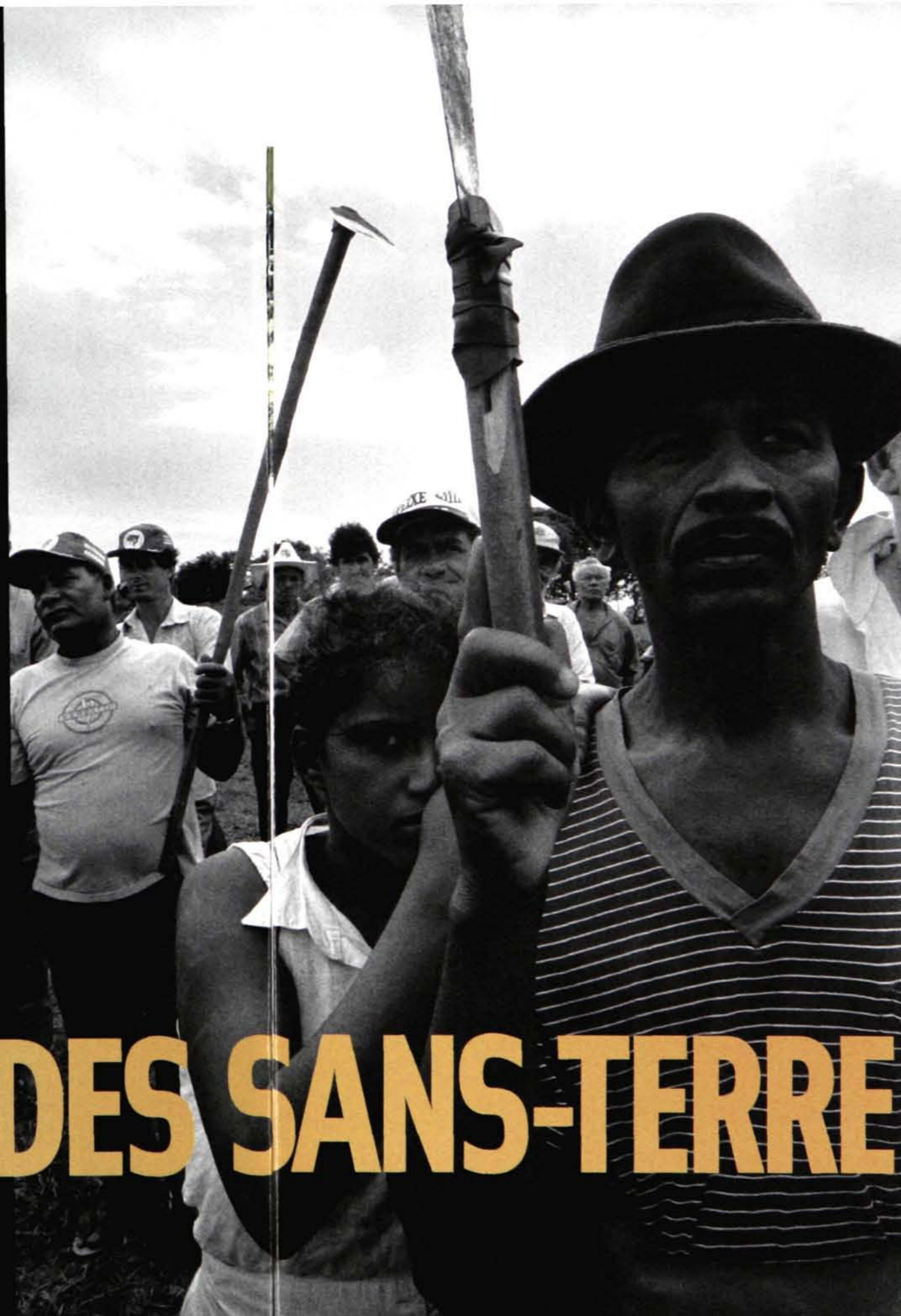
Raymond Legault
d'Objection
de conscience

Au Brésil, le Mouvement des sans-terre arrache le sol aux grands propriétaires à coups d'occupations illégales. Il crée des coopératives, prône l'agriculture biologique et promeut le commerce solidaire. L'économie sociale est l'outil des paysans pour défendre leur réforme agraire gagnée acre par acre. | PAR DEBORA PINHEIRO

En collaboration avec Patrick Alleyn et Anick Perreault-Labelle

OCCUPER | RÉSISTER | PRODUIRE

L'ÉCONOMIE DES SANS-TERRE



IL Y A DIX ANS, LA FAMILLE STRONZAKE a décidé d'adhérer au Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). « Occuper, résister et produire » était leur leitmotiv, même si la devise du mouvement venait de changer pour « Réforme agraire, une lutte de tous ».

« Dix ans plus tard, la violence contre les sans-terre continue », constate Judith Stronzake. Elle le sait bien. Cette pédagogue fait partie de la coordination nationale du MST. Les massacres de sans-terre ont attiré l'attention de la presse internationale. « La différence est que la violence n'est plus tolérée par le nouveau gouvernement », ajoute-t-elle.

Au Brésil, 2%¹ de propriétaires possèdent 43% des terres cultivables. Plus de 40% de la population vit en zone rurale. En occupant une terre même improductive, les sans-terre s'attirent toujours l'hostilité des grands propriétaires, qui les expulsent. Ils se réfugient et campent sur les accotements des routes. Une loi fédérale réserve une bande de 11 mètres de profondeur de terres publiques le long des routes, dont ils ne peuvent être légalement chassés. Encore en mars 2003, 400 familles ont ainsi été expulsées d'une propriété dans l'État de Paraná, dans le sud du Brésil. En 2002, il existait une centaine de tels campements (*acampamentos*) le long des routes brésiliennes.

Dans le cas de la famille Stronzake, l'occupation et la résistance ont porté fruit. Après une première tentative dans les environs de Cascavel, dans le Paraná, en 1993, ils ont monté leur tente avec quinze autres familles d'agriculteurs sur une ferme abandonnée près de Paracity et ont réussi à s'y installer à demeure, deux ans plus tard. L'État y avait exproprié 230 hectares de sols improductifs en 1988. Le groupe de seize familles en a pris définitivement possession en 1995, y créant une installation (*assentamento*) devenue l'une des plus prospères entreprises du MST, la Cooperativa de Produção Agropecuária Vitória (COPAVI, coopérative de production d'agriculture et d'élevage), de Santa Maria.

Les Stronzake et les familles maintenant au nombre de vingt de la COPAVI incarnent l'aspect le plus achevé, et acclamé, du parcours MST dans l'édification d'une ►

OCCUPATIONS Les membres du MST squattent les terres non cultivées des grands propriétaires. Lorsqu'ils obtiennent gain de cause, ils transforment leurs campements sauvages en coopératives. PHOTO ALEX MAJOLI MAGNUM

économie solidaire. La coopérative est devenue un exemple de réussite de production collective et agro-écologique (organique et équitable). En Espagne, en 2000, l'Association des ingénieurs industriels de la Catalogne a remis un prix de 10 000 \$US à la coopérative pour son procédé de déshydratation de fruits à l'énergie solaire. Parmi plus de 50 projets, celui de la COPAVI répondait le mieux à ces trois critères : engagement social, production soutenable et développement local. Les technologies utilisées étaient aussi évaluées.

Au début, les seize familles avaient un crédit de 9500 reals (environ 5000 \$CAN), «insuffisant pour développer une coopérative», raconte Walmir Stronzake, le comptable. Comme sa sœur Judith, il a été élevé au sein du MST. Après des cours techniques et une formation politique au sein du mouvement, Walmir a fait son baccalauréat en comptabilité et s'occupe maintenant de l'administration de la coopérative.

La sécurité au MST

Mais, échaudé par les massacres devenus notoires dans la presse internationale et par l'hostilité de la presse brésilienne en général, le MST cherche à moins s'exposer. La sécurité y est un point sensible et visiter un campement ou une installation n'est pas permis à n'importe qui. Cela explique en partie l'écart entre le dernier recensement agraire mené sous le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso (droite, 1994-2002), en avril 1997, et les chiffres du MST. Le recensement national dénombrait 29 499 familles de sans-terre. L'estimation du MST était plutôt de 48 000 familles réparties dans 205 campements. Aujourd'hui, le MST affirme qu'il y a 80 000 familles de sans-terre au Brésil, soit 4 millions de personnes, auxquelles l'État devrait concéder environ 120 millions d'hectares de terres cultivables, à raison de 30 hectares par famille.

Les familles qui travaillent collectivement sur les terres arrachées aux latifundiaires par le MST ne se soucient pas d'avoir de titres de propriété. «En fait, le MST défend l'idée que les terres occupées demeurent une propriété collective», explique Walmir Stronzake. Le Mouvement des sans-terre ne veut pas que la réforme agraire se limite à distribuer des terres arables, précise l'avocat Patrick Mariano Gomes, lui aussi éduqué dans une coopérative du MST administrée par son père, un ancien banquier.



BRÉSIL 1999. Dans une installation (assentamentos) du Mouvement des sans-terre, dans le Rio Grande do Sul: un toit, l'eau courante, l'électricité, une terre à cultiver, une école.

Le MST refuse ainsi d'adhérer à la Banco da Terra (banque de terres) créée par le gouvernement Cardoso. Les familles obtenant une propriété agricole par l'entremise de la banque de terres n'ont aucun soutien du gouvernement. Elles finissent par craquer, à cause du manque de crédits et des conditions difficiles pour démarrer leur production, et leurs terres retournent aux mains de grands propriétaires, selon M. Gomes. «Le MST a vu ces programmes gouvernementaux comme des mesures palliatives visant en fait à désagréger le mouvement et à dilapider ses acquis», analyse-t-il.

Produire collectivement, bannir les semences transgéniques et la monoculture, favoriser l'agriculture de subsistance sont la marque de commerce du MST. En stimulant l'organisation sur le mode coopératif, le MST veut s'assurer que les terres ne retournent plus aux mains des spéculateurs et des grands propriétaires favorisant la monoculture. Le mouvement veille à ce que les terres restent entre les mains de petits producteurs coopérant autant dans une perspective politique qu'économique.

La politique des sans-terre

Résister à la police et à la férocité des propriétaires dépossédés de leurs terres a mené des dizaines de sans-terre à la mort. Dans le Pará (capitale Belém), au Nord du Brésil, un état presque aussi grand que le Québec, la propriété des terres est concentrée dans les mains de quelques familles y maintenant un régime quasi-féodal favorisé sous la dictature (1964-1986).

Le 17 avril 1996 s'y est déroulé un des plus sanglants épisodes de la lutte des sans-terre, à Eldorado dos Carajás. Quelque 150 policiers militaires fortement armés y ont assassiné 19 travailleurs et en ont battu 69 autres au point de les estropier pour la vie, lors d'une marche de 4000 familles réclamant des terres à cultiver pour se nourrir. Les policiers militaires ont été innocents par la justice, mais les protestations des instances internationales ont obligé l'État à réviser le procès. Le 17 avril 2000, l'architecte Oscar Niemeyer, le créateur de la capitale fédérale, Brasilia, a inauguré un monument, *La terre est aussi à nous*, identique à un premier érigé en souvenir de ces évé-

nements tragiques et détruit en 1997.

«Le MST est devenu plus qu'un rassemblement luttant pour la réforme agraire au Brésil», selon le politologue Maurilio Galdino, qui vit maintenant à Montréal et a rédigé son mémoire de maîtrise sur le MST. Même indépendant des partis et des institutions, le MST joue un rôle politique crucial auprès du gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva, élu fin 2002. L'influence du MST n'est pas négligeable et le nouveau gouvernement du Brésil fait face à la fin de la courte trêve du MST depuis l'intronisation de celui que les Brésiliens nomment familièrement Lula.

Lula da Silva, candidat du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, accueilli en super héros au Forum social mondial de Porto Alegre, en février 2002, avait pris ses distances avec le MST pendant la campagne présidentielle. Depuis son arrivée au pouvoir, il cherche à lui donner des gages pour maintenir la trêve tacite à laquelle les sans-terre s'étaient tenus pendant la période électorale. Il explique son retard à tenir ses promesses de réforme agraire justement par les difficultés de l'accompagner de crédits suffisants pour le démarrage d'exploitations agricoles rentables.

«Le MST semble comprendre très bien que l'économie solidaire ne peut pas exister en dehors des choix macro-économiques d'un État qui s'esquive des projets sociaux en stimulant financièrement la société civile pour qu'elle administre la misère», analyse le pro-

pier légaux ou même de place pour travailler. Le Parti des travailleurs a encouragé l'économie solidaire comme facteur de changement social lorsqu'il formait le gouvernement dans le Rio Grande do Sul, où l'économie est pour moitié souterraine. L'économie solidaire (que l'on appelle économie sociale, au Québec) ne représente encore que 1% du produit intérieur brut (PIB) brésilien. À son arrivée au pouvoir, le président Lula da Silva a formé un secrétariat fédéral à l'économie solidaire.

La formule coopérative était incontournable dans les installations du MST. Au fil des années la direction a dû céder aux aspirations des familles qui préféraient fonctionner de façon autonome. «Maintenant, la façon de distribuer la production dans les terres concédées par l'État (en coop ou en fermes familiales) est une décision

Le MST est plus qu'un rassemblement luttant pour la réforme agraire. Il joue un rôle politique crucial auprès du président Lula da Silva.

fesseur Michel Chossudovsky, du département d'économie de l'Université d'Ottawa. Lula a inauguré sa présidence en annonçant un vaste programme d'aide alimentaire, pour les Brésiliens les plus pauvres, décrié par ses supporters les plus radicaux. Auteur de *La Mondialisation de la pauvreté, l'impact des réformes du FMI et de la Banque Mondiale* (Zed Books, Londres, 1997), Chossudovsky affirme que ces enjeux macro-économiques marginalisent l'économie solidaire.

Dans le Rio Grande do Sul, où le MST est né, on trouverait de quelques centaines à... quelques milliers de coopératives, qui manquent de points de vente fixes, de pa-

qui revient surtout aux familles», confirme Armando Vieira Miranda, l'un des vingt représentants de l'État de Minas Gerais dans la coordination nationale du MST. «Tout dépend aussi de la conscience politique et de la réalité dans laquelle ces familles vivent», renchérit-il, ajoutant que le rôle du MST est de susciter une prise de conscience chez les sans-terre que l'efficacité de leur action réside dans l'union, l'organisation et le respect des principes du mouvement. □

1. Herbert de Souza et François Bugnion. *Revoluções da minha geração*. Cité par Jean Ziegler dans *Les nouveaux maîtres du monde*, p. 335

LA COOPÉRATION, TOUT LE MONDE Y GAGNE!

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, partenaire des entreprises coopératives

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE
 Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :
www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives

Finances, Économie et Recherche
Québec



PROSTITUÉES DE LA CHARIA

Au Maroc, les divorcées, célibataires ou veuves sont poussées à se prostituer. Les familles ferment les yeux et la loi est aveugle.

PAR EMMANUELLA ST-DENIS, envoyée spéciale de *Recto Verso*

À EL HAJEB, AU MAROC, UN OULÉMA A ÉMIS UNE FATWA

autorisant les hommes à épouser des prostituées. La prostitution y est tellement répandue qu'il manque de femmes à marier. Dans le Moyen Atlas marocain, des villages entiers vivent principalement de la prostitution. Azrou et El Hajeb y sont réputés pour leurs maisons closes. Narjiss Nejjar, une cinéaste de Tanger, termine son premier long métrage, *Les yeux secs*. Des travailleuses du sexe d'El Hajeb y tiennent à l'écran le rôle de leur vie. Narjiss Nejjar raconte qu'« un homme peut y marier une prostituée, mais ne peut cependant la toucher avant un certain temps, afin qu'elle se purifie ».

L'islam proscrit toute relation sexuelle hors mariage. Dans les faits, sous prétexte de protéger la virginité des jeunes femmes et l'honneur des familles, la société marocaine tolère que l'homme ait recours à une prostituée pour épargner au pays d'autres formes de « déviance » ou de « perversité ».

Au pays des maisons closes

Dans le Moyen Atlas, contrairement aux grandes villes, les prostituées sont sous la dépendance d'une tenancière et d'un rabatteur. Le rabatteur va chercher les clients, les ramène au bordel et s'occupe de la sécurité des femmes. La tenancière est la propriétaire de la maison close. « Les locaux sont insalubres, rapporte la journaliste Aniss Maghri. Il n'y a pas de portes entre les chambres dont le mobilier se réduit le plus souvent à deux couvertures jetées par terre, des peaux de mouton, parfois une table. Généralement, les maisons se composent de deux chambres et d'une cuisine, et toutes les pièces servent de « salle d'opération ». »

Dans ces maisons, on trouve des jeunes femmes des villages avoisinants ou même des grandes villes. Les étrangers s'y aventurant connaissent bien la région. Il n'est pas difficile de s'y procurer les services de prostituées. N'importe quel passant vous indiquera la route, même les enfants. Le long des chemins, des jeunes femmes (les plus belles femmes du Maroc, dit-on) attendent les clients et leur lancent des invites. Il n'est pas rare d'y croiser des mineures. L'association End Child Prostitution en a recensé environ 85 à El Hajeb.

Mika est la maquerelle la plus connue d'El Hajeb. En 1997-1998, elle a fait de la prison après avoir été dénoncée par une fillette en fuite qu'elle forçait à se prosti-

tuer. Dès sa sortie, Mika a repris son travail. Elle possède une dizaine de maisons closes à El Hajeb.

Le prix pour une prostituée y débute à 20 dirhams (3 \$ CAN) et monte jusqu'à 250 dirhams (40 \$) pour une nuit complète. Le montant est divisé entre la tenancière et la prostituée, qui conservent chacune 100 dirhams, et le rabatteur qui en prend 50. La clientèle, à El Hajeb, a d'abord été locale et se recrutait dans les garnisons militaires voisines. Elle attire maintenant de plus en plus de voyageurs étrangers. Les revenus totaux des maisons closes de la ville s'élèvent à 120 millions de dirhams (environ 18 M \$ CAN).

Au Maroc, la prostitution est considérée comme l'adultère et est passible de six mois de prison, plus une amende. Mais, si le gouvernement fermait les maisons closes, le Moyen Atlas se trouverait plongé dans une crise économique profonde. Même les restaurants et les taxis bénéficient du tourisme sexuel. Le pays compte un taux de chômage de 12,5%. Il y a 10% plus de femmes que d'hommes au Maroc et 61% de la population est analphabète.

Selon Reda Allali, journaliste au magazine marocain *Tel Quel*, « certaines jeunes filles peuvent même se prostituer puis rentrer chez elles et remettre leur voile : leurs familles ne se doutent de rien ». Et même quand les familles savent ce qu'elles font, elles ferment les yeux et empochent l'argent. C'est souvent le seul revenu disponible. C'est aussi pour cette raison que le gouvernement ne fait rien, même si la prostitution est illégale au Maroc.

Certains croient à la nécessité de la prostitution pour sauver le pays de la misère. Les associations féministes sont, elles, convaincues que le problème est lié au statut juridique des femmes. La Marocaine est réduite au statut de mineure. Elle dépend de son père ou de son mari. Les filles mères, les veuves ou les femmes divorcées, ainsi que leurs enfants, subissent les conséquences de cette situation juridique précaire.

Le prix de l'indépendance

À Casablanca, Latifa s'élance dans les rues au volant de sa deux chevaux. « Je suis folle, me dit-elle, j'en ai marre de cette vie. » Le regard noir, la crinière au vent, elle fume une Marlboro et chante à tue-tête. Elle a beaucoup trop bu pour conduire, mais Latifa aime prendre des risques. Il est trois heures du matin et, aujourd'hui, elle ren- ▶

Essaouira, ville touristique, près de la station balnéaire d'Agadir.

PHOTO: PATRICK ALLEN

MAROC

trera seule. Elle est fatiguée. Depuis quatre ans, elle travaille à contrat, en communication, ce qui lui donne à peine de quoi vivre. Elle a commencé à se prostituer pour avoir un train de vie convenable.

Au Maroc, Latifa n'est pas une exception. Des professionnelles qui se prostituent pour joindre les deux bouts, c'est chose courante. Elle est une pute de luxe. Son créneau: les boîtes de nuit branchées; ses clients: des hommes d'affaires riches. Elle gagne bien sa vie. Issue d'une famille modeste du nord du Maroc, elle a la res-

ret de Casablanca depuis six ans. «Les hommes nous appellent à leur table, raconte-t-elle, ils nous paient des verres. Notre but, c'est de les faire patienter, de les faire boire le plus possible pour que, lorsque l'on passe à l'acte, ça se termine rapidement. Après, on s'entend sur un prix et le tour est joué.» Amina demande 300 dirhams (50 \$) par nuit. «J'essaie de choisir des beaux gosses, des mecs qui ont l'air gentil. Généralement, nous avons des clients réguliers. Comme ça, c'est moins dangereux.»

ce, j'étais perdue, alors j'ai fait une fugue et j'ai commencé à me prostituer.»

Khadija tombe amoureuse et part avec son amant pour le Sahara. Elle y demeure cinq ans, mais les pressions de la belle famille, qui refuse le mariage du fils avec une ex-prostituée, la poussent à repartir pour Casablanca où elle recommence à se prostituer. L'ALCS menait alors une campagne de prévention dans son quartier. Elle est la première prostituée à entrer dans les bureaux de l'ALCS. «Plus tard, ils m'ont parlé d'un projet de prévention féminine et m'ont demandé si ça m'intéressait de travailler avec eux. Au début, j'étais un peu sceptique, puis je me suis dit que je n'avais rien à perdre.»

Linda Hanna a effectué un stage avec l'ONG québécoise Alternatives et Oued-Srou, à Khénifra, dans le Moyen Atlas. Cette organisation vient en aide aux femmes des régions rurales. Il propose du travail de couture et de broderie, de l'alphabétisation et des bourses d'études. Ses services s'adressent aussi aux prostituées. On les instruit sur la contraception et les maladies transmises sexuellement.

Selon Linda Hanna, «beaucoup de femmes se prostituent pour être indépendantes. Pour d'autres, le père n'a pas mieux à offrir; il accepte donc la situation, parce que cela rapporte souvent plus que si sa fille était médecin.»

Des associations comme l'Association de solidarité féminine (ASF) tentent de faire reconnaître les enfants illégitimes par des pères qui prétendent n'y être pour rien. Idéalement, elles aimeraient imposer des tests d'ADN pour les forcer à prendre leurs responsabilités. Au Maroc, la mère célibataire est considérée comme une prostituée. Elle porte la *hchouma* (la honte) du pays. □

La Moudawana permet à l'homme de répudier sa femme et de la jeter hors du logis sans argent.

pensabilité de sa famille. Elle a abandonné le lycée très jeune et cherche une opportunité de mariage, mais qui mariera une prostituée?

Pour la femme marocaine, le mariage est le meilleur moyen d'accéder à une vie décente. Plusieurs sont prêtes à marier le premier gentil et riche garçon venu car elles savent que, sans le mariage, les opportunités sont limitées. Malgré la réforme de la Moudawana (code de la famille) promulguée en 1957 et inspirée de la charia, le statut de la femme marocaine dans les lois ne s'est pas amélioré.

La Moudawana permet toujours à l'homme de répudier sa femme, de la jeter hors du logis sans argent. Pour cette raison, beaucoup de divorcées recourent à la prostitution pour survivre. C'est le cas d'Amina. Mariée et divorcée deux fois, à 28 ans, Amina a un fils de deux ans. Analphabète, elle travaille dans un caba-

Le vrai danger

Mais le vrai grand danger que courent les prostituées, ce sont les MTS. La majorité d'entre elles ne se protègent pas. L'Association de lutte contre le sida (ALCS) et Médecins sans frontières travaillent à la sensibilisation des prostituées et à la prévention dans les villes importantes du Maroc, Tanger, Casablanca, Rabat et Marakech. L'ALCS est la première et l'une des rares associations travaillant auprès des prostituées à être reconnues par les autorités, longtemps réticentes à la distribution de préservatifs.

Khadija, une ex-prostituée, est une intervenante sociale auprès de l'ALCS depuis sept ans. Elle a déjà été arrêtée par la police. Khadija est originaire de Fès. Elle a 40 ans et ne vit plus de la prostitution depuis des années. «Ma mère est décédée lorsque j'avais dix ans. C'est ma sœur qui s'est occupée de nous. Elle m'a placée à l'internat et je ne l'ai pas supporté. Je ne me sentais pas à ma pla-



NOTRE **MISSION**
COMBATTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION

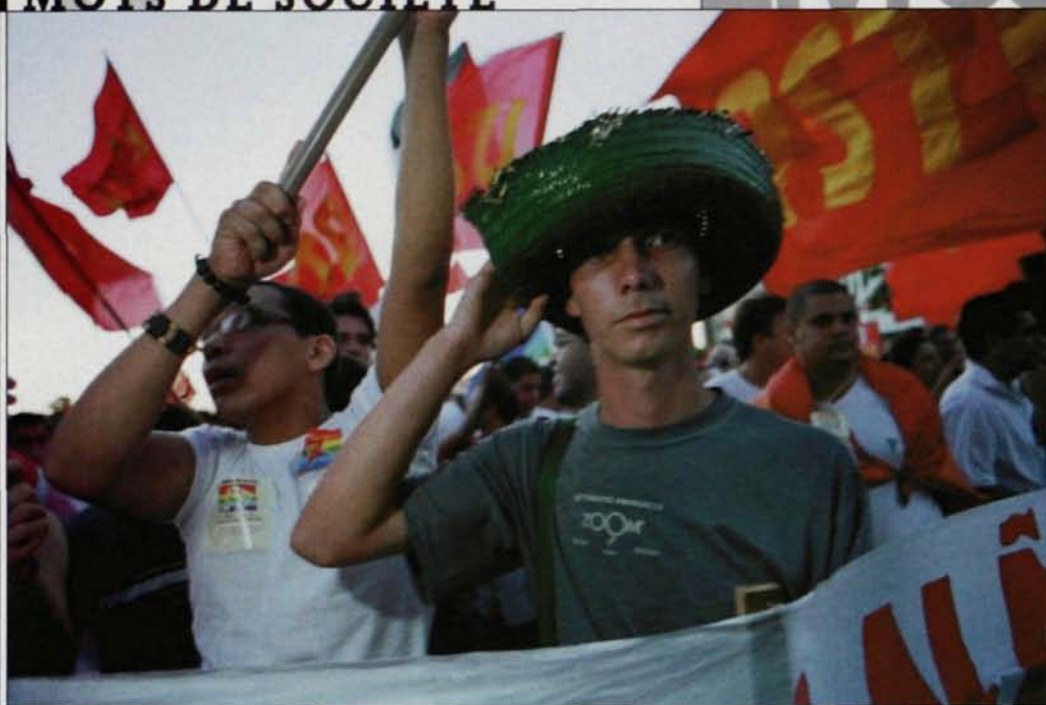
NOS **ACTIONS**

- Renforcer les capacités de développement des communautés défavorisées;
- Appuyer des initiatives de paix, de droits humains et d'équité;
- Mobiliser des ressources et favoriser l'échange de savoir-faire.

NOTRE **BUT**
UN DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE



www.ceci.ca



3^e édition du Forum social mondial. 100 000 militants altermondialistes défilent dans les rues de Porto Alegre au Brésil. — Janvier 2003

un poids proportionnel à leur produit intérieur brut (PIB), selon le principe odieux d'«un dollar, une voix».

La résistance s'organise

Quant à la Banque mondiale, Ziegler montre son extraordinaire capacité à récupérer les critiques de ses opposants pour les retourner et les mettre au service de son objectif ultime, l'application du consensus de Washington (1989). Cet ensemble d'accords informels passés dans les années 1980 et 1990 vise la libéralisation totale et rapide des marchés. Les fonctions régulatrices des États sont la cible des «prédateurs» du consensus de Washington. «La privatisation du monde met sous tutelle les parlements et les gouvernements. Elle tue la loi», s'effraie Ziegler.

Ziegler rapporte cette anecdote. Cela se passe au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, en 1996. Le président de la Bundesbank (la banque centrale allemande), Hans Tietmeier, s'adresse à l'aréopage de 1000 financiers, ministres et chefs d'États réunis pour la grande messe néolibérale: «Désormais, vous êtes sous

MOURIR DE FAIM C'EST MOURIR ASSASSINÉ

«La privatisation du monde met sous tutelle les parlements et les gouvernements. Elle tue la loi.» — JEAN ZIEGLER

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

Le 25 juin 1793, Jacques Roux lit le *Manifeste des Enragés* devant la Convention (assemblée nationale), à Paris. Le prêtre révolutionnaire français dénonce le combat à mort livré par les possédants à la classe laborieuse. Il réclame la peine capitale contre les spéculateurs, les affameurs du peuple, les profiteurs. «N'allez pas me faire croire qu'il y a de la liberté pour qui meurt de faim».

«Quiconque meurt de faim aujourd'hui est victime d'un assassinat», reprend le Suisse Jean Ziegler, 200 ans après le *Manifeste des Enragés*. Un enfant succombe à la famine à toutes les sept secondes dans un monde pourtant devenu riche. Ce n'est pas une fatalité, assure Ziegler, rapporteur

spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Jamais l'humanité n'a été en meilleure position pour dompter la pauvreté du monde. Mais ce serait sans compter les «prédateurs» que charge Ziegler.

Pyromanes du FMI

On lit d'un trait, avec émotion, son dernier essai, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, un titre à rapprocher de l'œuvre de Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis* (1945). Le philosophe autrichien y fustigeait les totalitarismes de gauche comme de droite au sortir de la Deuxième guerre mondiale.

La plume de Jean Ziegler est corrosive, son sens de la formule, jubilatoire. Tout y passe, des «pyromanes» et des «mer-

cenaires» du Fonds monétaire international (FMI) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), «liberticide». Ziegler, acclamé lors de sa prestation au Forum social mondial de Porto

Jamais, dans son histoire, l'humanité n'a été en meilleure position pour dompter la pauvreté du monde.

Alegre, en février 2003, décorifique le discours néolibéral sur la mondialisation. Il dénonce l'arrogance et le cynisme des institutions internationales, expliquant par exemple que les États-Unis ont 17% des voix au FMI, parce que les États y ont

le contrôle des marchés financiers!», lance-t-il sous des applaudissements nourris.

Toujours en Suisse, au Palais des Nations de Genève, en avril 2002, un vice-président de la Banque mondiale prononce une conférence intitulée: «L'ai- ▶

de au développement parviendra-t-elle jamais aux pauvres?» Réponse du conférencier: «Personne n'en sait rien!»

«L'hypocrisie des prédateurs triomphe et prospère», mais la résistance s'organise, constate-t-il aussi. Il consacre ses derniers chapitres à cette opposition. Sur ce front, les «invasions» des sans-terre brésiliens, le Forum de Porto Alegre et les manifestations de Reclaims the Street, en Grande-Bretagne, sont autant de brèches dans la forteresse néolibérale.

Mais les tenants de l'altermondialisation n'ont pas de programme commun. Cela n'inquiète pas Ziegler. En entrevue, il répondait: «Demander aux altermondialistes quel est leur projet, c'est comme demander, au soir du 14 juillet, à ceux qui avaient pris la Bastille, de réciter le premier article de la Constitution de la 1^e Ré-

publique ou de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen! Le programme du mouvement se fait en marchant.»

NAOMI KLEIN

L'auteure engagée Naomi Klein, célèbre depuis la parution de *No Logo*, écrit en direct du front dans son *Journal d'une combattante, nouvelles du front de la mondialisation*. Son recueil de conférences, de correspondances et de ses chroniques publiées pour la plupart dans le quotidien torontois *The Globe & Mail*, entre 1999 à 2002, retrace sa quête passionnée, et passionnante, des événements marquants pour une autre mondialisation. Sa chronique à chaud, en direct de Seattle, de Québec ou d'Afrique du Sud, témoigne de la vitalité de la «résistance».

Autres livres de Jean Ziegler, parmi de nombreux titres: *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* (en



PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Naomi Klein au Sommet des Amériques, à Québec, en 2001.

coll., 1976), *La Suisse lave plus blanc* (1990) et *Les Seigneurs du crime* (1999), tous publiés aux éditions Le Seuil. Ziegler enquête depuis longtemps sur le

système bancaire suisse et ses relations passées ou présentes avec les nazis, le régime d'apartheid sud-africain, la mafia et la haute finance internationale. □

Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*. Fayard Paris, 2002, 364 pages

Naomi Klein, *Journal d'une combattante, nouvelles du front de la mondialisation*. Leméac / Actes Sud, 2003, 224 pages

TANYA REINHART

DÉTRUIRE LA PALESTINE

Les plans à long terme des faucons israéliens

Tanya Reinhart, citoyenne israélienne, offre un point de vue trop peu entendu sur le conflit israélo-palestinien. Critiquant sévèrement les deux camps qui s'opposent depuis tant d'années (les «colombes», favorables à un apartheid tranquille, et les faucons, actuellement au pouvoir, qui s'activent à détruire la société palestinienne, préparant un nettoyage ethnique), elle met en lumière le réveil actuel d'une véritable opposition en Israël, qui milite pour le retrait immédiat et inconditionnel des territoires occupés et pour l'établissement d'une paix durable entre les deux peuples. 182 pages • 15\$ ISBN 2-921561-81-6



LES ÉDITIONS
écosociété
www.ecosociete.org

nouveauté

La gestion de l'eau vous laisse perplexe?

Eaux et territoires


Frédéric Lasserre et Luc Descroix

500 pages
49\$

GÉOGRAPHIE
CONTEMPORAINE

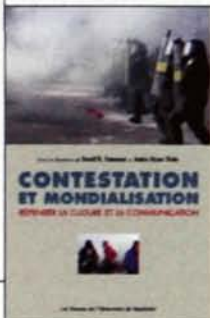


(418) 657-4399
www.puq.quebec.ca

 Presses de l'Université du Québec

Sur les rayons

NOUVEAUTÉS LITTÉRAIRES DE LA SAISON Vous trouverez les livres présentés dans cette page chez tout bon libraire.



Contestation et mondialisation

Sous la direction de David R. Cameron et Janice Gross Stein

Ce livre met en évidence la responsabilité accrue des citoyens pour une plus grande prise de conscience des phénomènes qui marquent la société mondiale.

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 228 PAGES, 24,95 \$



Éthique de l'information

Fondements et pratiques au Québec depuis 1960

Armande Saint-Jean

Un ouvrage d'envergure qui traite des problématiques inhérentes à l'éthique journalistique au Québec.

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 306 PAGES, 26,95 \$

Le Dieu qui libère

Aida Tambourgi

Le présent recueil de poèmes donne la parole à des femmes libérées et libératrices. Leur courage, leur détermination et leur apport à la vie du peuple de Dieu, alors qu'elles évoluaient à l'intérieur de sociétés patriarcales dans des conditions de vie difficiles, méritent respect et admiration.

ÉDITIONS MÉDIASPAUL, 96 PAGES, 14,95 \$



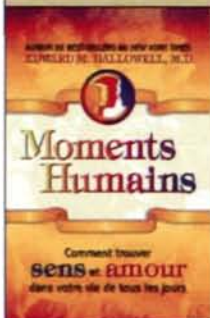
Itinérances spirituelles

Ils racontent ce qui leur est arrivé en chemin

Sous la direction de Richard Bergeron, Guy Lapointe, Jean-Claude Petit

Les auteurs de ce recueil, venant d'horizons culturels et spirituels divers, nous invitent à aller vers le Compostelle symbolique qui est au cœur de toute quête spirituelle.

ÉDITIONS MÉDIASPAUL, 216 PAGES, 36 \$



Moments humains — Comment trouver sens et amour dans votre vie

Edward M. Hallowell, M.D.

Les choses simples de la vie sont souvent sous-estimées. L'auteur décrit comment reconnaître les « moments humains » dans notre vie, afin de la vivre de manière satisfaisante et pleine de sens.

SCIENCES ET CULTURE, 2-89092-308-8 27,95 \$



J'ai fermé les yeux

Révélation d'une femme battue par son mari

Michele Weldon

En racontant sa bouleversante histoire, cette femme, journa-liste, démontre comment reconstruire sa vie après avoir été violente par son mari.

SCIENCES ET CULTURE, 2-89092-280-4 24,95 \$

Frontières humaines

Comment reconnaître et établir des frontières saines

Anne Katherine, M.A.

Les frontières aident à mettre de l'ordre dans notre vie. Elles sont essentielles pour la santé du corps et de l'esprit.

SCIENCES ET CULTURE, 2-89092-249-9 24,95 \$



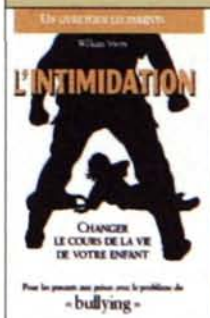
Relations amoureuses chez les ados

Courrier du cœur

Kimberly Kirberger

Ici, aucun discours d'adulte, aucun sermon, aucun jugement. Seulement des témoignages d'ados qui parlent de leur vie amoureuse. C'est dans une attitude franche et bienveillante que Kimberly leur répond.

SCIENCES ET CULTURE, 2-89092-278-2 22,95 \$



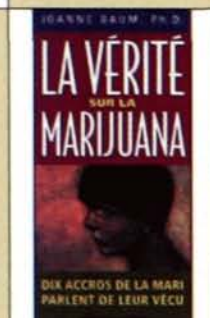
L'intimidation

Un livre pour les parents aux prises avec le problème du bullying

William Voors

Ce guide présente une idée claire des conséquences graves de ce comportement et offre de bons conseils pour changer le cours de la vie de votre enfant.

SCIENCES ET CULTURE, 2-89092-310-X 19,95 \$



La vérité sur la marijuana

Dix accros de la mari parlent de leur vécu

Joanne Baum, Ph.D.

Cet ouvrage lève le voile sur les dommages que l'usage de cette drogue risque de causer. Il en ressort que la mari est loin d'être une drogue inoffensive...

SCIENCES ET CULTURE, 2-89092-272-3 26,95 \$



PHOTO BENOÎT AQUIN

Au Chic resto pop, une cafétéria populaire du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

de citer les références juridiques pertinentes et de vulgariser tous les aspects techniques.

René Auclair démontre que les programmes sociaux, morcelés, ne forment plus un ensemble cohérent. Depuis vingt ans, on a rogné leur portée. L'aide de dernier recours souffre de l'approche néolibérale des années 1980-1990, «rien d'autre qu'un retour au traitement disciplinaire de la pauvreté», écrit René Auclair. Il soutient qu'un revenu minimum garanti se heurterait à un enchevêtrement d'obstacles administratifs et surtout constitutionnels.

Pour les lecteurs à la recherche d'un aperçu sur la sécurité sociale en Europe, plus ancienne et complexe que la nôtre, une suggestion: le récent hors série du magazine français *Alternatives économiques*, qui prolonge bien l'ouvrage québécois. □

1. www.bibl.ulaval.ca

La sécurité sociale au Québec **ENFIN UNE SYNTHÈSE**

Pour René Auclair, l'approche néolibérale des années 1980-1990 n'est «rien d'autre qu'un retour au traitement disciplinaire de la pauvreté».

PAR JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

Il ne faut pas se fier aux apparences. Au premier coup d'œil, *Introduction à la sécurité sociale au Québec* a l'air d'un ennuyant manuel de gestion. Son contenu intéressera pourtant un public non-spécialiste. Ce «n'est pas un livre polémique, mais didac-

tique», insiste l'auteur. Et il comble un long vide.

Il existe certes *l'Histoire de la sécurité sociale au Canada*, de Dennis Guest, professeur au département de travail social de l'Université de Colombie-Britannique, mais ce bouquin (ré-édité en français aux Éditions du Boréal en 1993) n'est plus à

jour. Le site Internet de la bibliothèque de l'Université Laval¹ cite un seul autre ouvrage moderne et complet sur la sécurité sociale au Canada, édité en... Allemagne: *Sozialrecht Kanadas* (1984).

L'Introduction à la sécurité sociale au Québec se lit donc avec un œil neuf. René Auclair, professeur à l'École de service social de l'Université Laval, y résume l'histoire des politiques sociales au Québec et au Canada, puis analyse les mesures sociales récentes. Il dresse aussi un bilan des dix années de la politique de la santé et du bien-être adoptée en 1992 par le gouvernement du Québec. L'auteur prend soin

Auclair René
Introduction à la sécurité sociale au Québec
Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 2003
176 pages, 25 \$

La protection sociale
Alternatives économiques hors série n° 55
Paris, 1^{er} trimestre 2003
66 pages, 9,50 \$

La "vraie mondialisation" n'est pas l'affaire des maîtres du pouvoir financier.

La formation, la démocratie et le partage de la richesse collective, comme contre-pouvoirs, sont en mesure de dompter les maîtres de la finance.

Le Syndicat des professeurs de l'État du Québec regroupe les enseignants des Conservatoires, de l'ITHQ, des ITA et du MRCI.



20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Pour information | Téléphone 514-523-5998 | Télécopieur 514-523-5812
Courriel rectoverso@videotron.ca | Site Internet www.rectoverso.info

○ Je deviens membre de la Société des actionnaires solidaires de Recto Verso

Nombre d'actions _____ x 10 \$ = _____ \$

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____

Code postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Retourner ce coupon et votre contribution à l'adresse suivante :
Recto Verso, 1215, de la Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

Tout
un
monde
de
solidarités



0102-85

Osez

vous serez étonnés !

Offrez-vous Le Devoir du samedi

Actualités Le monde Perspectives Éditorial Idées
Science Éducation Économie Culture Sports

CAHIER SAMEDI CAHIER CULTURE
CAHIER LIVRES CAHIERS SPÉCIAUX L'AGENDA

LE DEVOIR

Un journal indépendant

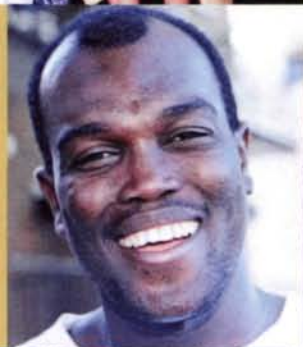
Abonnements : 514.985.3355 ou 1 800 463.7559

www.ledevoir.com

C'est bien meilleur... avec un syndicat!



Plus d'un demi-million de travailleurs et travailleuses au Québec sont représentés par des syndicats de la FTQ.



La FTQ compte des membres dans tous les secteurs d'activités. C'est la centrale qui représente le plus grand nombre de travailleuses syndiquées, de jeunes syndiqués et de membres de toutes origines ethniques.



La FTQ lutte, avec ses membres, pour de meilleures conditions de travail et de vie, pour le maintien et la création d'emplois, pour de meilleurs services publics, pour plus de dignité et de respect.

Pourquoi ne pas vous joindre à nous?



**LA PLUS GRANDE
CENTRALE SYNDICALE
QUÉBÉCOISE**

www.ftq.qc.ca



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ